La rubrique DES PATRIMOINES *de Savoie*

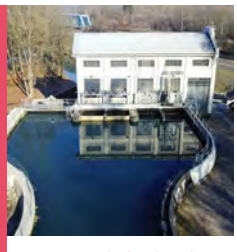
Conservation Départementale du Patrimoine. juillet 2018 . n°41

SAVOIE
LE DÉPARTEMENT

éditorial

La rubrique 41

Conseil départemental de la Savoie
Conservation départementale du patrimoine
Hôtel du département, CS 31802
73018 Chambéry cedex
Tél. (00-33-4) 04 79 70 63 60
E-mail cdp@savoie.fr



La centrale hydroélectrique de La Chrtistine, Argentine, vallée de la Maurienne. © Cayrol

Directeur de la publication
HERVÉ GAYMARD

Rédacteur en chef
PHILIPPE RAFFAELLI

Direction des Archives, du Patrimoine et des Musées
JEAN LUQUET, Directeur

Conservation départementale du patrimoine de la Savoie
PHILIPPE RAFFAELLI, conservateur en chef du patrimoine
JEAN-FRANÇOIS LAURENCEAU, attaché principal de conservation
CLÉMENT MANI, attaché de conservation, adjoint au chef de service
SOPHIE CARETTE, assistante de conservation
VINCIANE GONNET-NÉEL, assistante principale de conservation
ODILE GABORIAU, rédacteur principal
LAURENCE CONIL, rédacteur
FATHIA EL BAKKALI, secrétaire
MARIE-ANGÈLE GUILLIEN, agent d'accueil
CLARA BÉRELLE, chargée de mission Inventaire du patrimoine
JÉRÔME DURAND, chargé de mission Réseau Entrelacs, musées et maisons thématiques de Savoie

Crédit photographique
Conservation départementale du patrimoine (page 3)
SHNS / Roger De Ascenção Guedes,
CDP / J.-F. Laurenceau (pages 4 et 5)
Archives départementales de la Savoie (pages 6 et 7)
Yves Guillemaut (page 8), Archives départementales de Haute-Savoie (pages 8 et 9)
Sébastien Berrut, Ville d'Art et d'Histoire de Chambéry, Robert Durand, CDP / Éloise Degardin, Clara Bérelle (pages 10 et 11)
Robert Durand (pages 12 à 15)
Parc naturel régional du massif des Bauges (page 13)
Notre Histoire Musée de Rumilly, Marie-François Exertier, Henry Tracol (pages 16 et 17)
Photothèque du Musée savoisien / Solenne Paul (page 18)
CDP / J.-F. Laurenceau, ADS, Thierry Bazin (page 19)
CDP / J.-F. Laurenceau (page 20)
Fondation Facim / J.-F. Durand, S. Jorcin, M. Colliot-Thélène, S. Perez (page 21 à 23)
J. Cayrol (pages 24 et 25)
CAUE de la Savoie (pages 26 et 27)
O. Veissière, P. Raffaelli (pages 28 et 29)
Photothèque du Musée savoisien / Solenne Paul (pages 30 et 31)
Sylvie Bonnot (page 32), Fondation Facim (page 33)
Fondation Facim / M. Colliot-Thélène (page 34)

Création graphique de la maquette Emmanuelle Mellier
Exécution et mise en page Fanette Mellier et Marion Pannier

SAVOIE
LE DÉPARTEMENT

La rubrique des patrimoines de Savoie est téléchargeable sur www.savoie.fr

Dépôt légal
3e trimestre 2018
Tirage 2800 exemplaires
ISSN 1288-1635

La *Rubrique des patrimoines* a vingt ans. Pour une revue, c'est l'âge qui permet de revendiquer son inscription parmi les moyens d'information, d'avoir « trouvé son public » comme on le dit dans les média. En témoignent les quelque 1 800 exemplaires en moyenne, diffusés deux fois par an, principalement à des abonnés de la grande région historique des anciens États de Savoie, y compris en Suisse et en Italie, sans compter les consultations sur le site Internet du Département de la Savoie.

Cet intérêt pour une revue qui publie des articles relativement spécialisés peut être attribué au public lui-même : le patrimoine de la Savoie et son actualité suscitent un intérêt spécifique, héritage direct de notre Histoire. Nos lecteurs confirment ainsi que le patrimoine historique est un facteur d'attractivité et d'identité. Mais qu'il soit permis, à l'occasion de cet anniversaire, de dire que cette réussite doit aussi aux choix de la rédaction : une ouverture à tous les acteurs du territoire et à toutes les disciplines avec comme seule exigence la rigueur des projets et de l'écriture. Que Philippe Raffaelli qui assure la rédaction en chef de *La Rubrique* soit ici remercié pour son engagement : c'est à son travail sans compter les heures que notre revue doit sa qualité et sa pérennité.

Ce nouveau numéro en témoigne, faisant appel, dans l'ordre et dans un éclectisme réjouissant, à des archivistes, à des spécialistes de l'histoire de l'industrie, à des animateurs et guides du patrimoine, à des architectes, à des archéologues, à des conservateurs de musée. Les sujets abordés rendent tout autant compte de la richesse et de la diversité des actions en faveur du patrimoine savoyard : l'inventaire du Muséum d'histoire naturelle, la sélection des archives essentielles à l'Histoire, l'exposition sur le logement collectif à Annecy, les itinéraires et le label *Mines de montagne*, l'industrie à Rumilly, les peintures murales de la chapelle Saint-Sébastien à Val Cenis-Lanslevillard, la centrale hydroélectrique d'Argentine, l'action du CAUE en Savoie, la numérisation des relevés de gravures rupestres, l'acquisition de la collection Meynet au Musée Savoisien, la pédagogie autour des « Chemins de l'hydroélectricité », la redynamisation des « Chemins du baroque ».

Quand un organe de diffusion s'affirme à la fois dans la durée et dans le champ culturel, il devient un des lieux du débat intellectuel. Ceci dit nonobstant la discrétion de ses nombreux rédacteurs et contributeurs qui ne cherchent certes pas la lumière pour eux-mêmes. Il en va de même pour le Conseil départemental de la Savoie qui finance et publie cette revue à diffusion gratuite. Il ne s'agit pas ici d'assoir une forme « d'hégémonie culturelle » au sens qu'Antonio Gramsci lui donnait dans ses années à la faculté des lettres de Turin et dans les journaux dans lesquels il exprimait ses idées avant d'être emprisonné par le régime fasciste. Loin de chercher à établir une domination sur l'histoire et le patrimoine des territoires savoyards, le « combat culturel » qui est revendiqué dans la *Rubrique des patrimoines* est celui de la connaissance et de la pédagogie, de la diffusion la plus large, de l'ouverture à tous ceux qui souhaitent s'enrichir personnellement et collectivement. Le projet du nouveau Musée Savoisien, dont la réouverture au public est prévue en 2020, s'appuie sur ces principes : recueillir les questions des Savoyards et de leurs nombreux visiteurs, leur fournir les éléments de connaissance disponibles, leur montrer les objets témoins et représentatifs conservés dans les collections, leur expliquer l'interprétation qui en est faite par les spécialistes. À cette condition, chacun peut former son opinion et tirer ses propres conclusions. Avec les acteurs du patrimoine en Savoie et dans la *Rubrique*, nous pensons comme Victor Hugo dans *Océan* que « la liberté commence où l'ignorance finit ».

Hervé Gaymard
Président du Conseil départemental de la Savoie

ont collaboré à ce numéro ■ Françoise Ballet, conservatrice en chef honoraire, archéologue, ADRAS, francoise.ballet@sfr.fr ■ Clara Bérelle ■ Marie-Magali Bernadet, Notre histoire, musée de Rumilly, 04 50 64 64 18, marie-magali.bernadet@mairie-rumilly74.fr ■ Martine Buissart, directrice de la Fondation Facim, martine.buissart@fondation-facim.fr ■ Jean Cayrol, président de la SAS la Christine, jean.cayrol@cayrolinternational.com ■ Sylvie Claus, directrice adjointe des Archives départementales de la Savoie, 04 79 70 87 73, sylvie.claus@savoie.fr ■ Julien Coppier, responsable des Archives anciennes et de la valorisation – adjoint au directeur, Archives départementales de la Haute-Savoie, DGA développement territorial, 04 50 33 20 80, julien.coppier@hautesavoie.fr ■ Roger De Ascenção Guedes, secrétaire général de la SHNS 2017-2018, rdaglrm@wanadoo.fr ■ Hervé Dubois, architecte, CAUE de la Savoie, h.dubois@cauesavoie.org ■ Jean-François Durand, Service Patrimoine de Val-Cenis, Marie de Val-Cenis Sollières-Sardières, 04 79 20 59 33, patrimoine.valcenis@gmail.com ■ Jérôme Durand ■ Robert Durand, spéléologue, 06 79 88 77 69, robertdur@free.fr ■ Laurene Ermacore, coordinatrice Patrimoine et Création, Fondation Facim, laurene.ermacore@fondation-facim.fr ■ Raphaël Excoffier, guide conférencier Pays d'art et d'histoire des hautes vallées, chargé de mission Fondation Facim, raphael.excoffier@fondation-facim.fr ■ Armelle Filliol, guide-conférencière, armelle.filliol6@orange.fr ■ Florence Fombonne-Rouvier, directrice du CAUE de la Savoie, urbaniste, caue@cauesavoie.org, 04 79 60 75 55 ■ Dominique Gasquet, vice-président de la SHNS 2017-2018 ■ Vinciane Gonnet-Néel ■ Sébastien Gosselin, conservateur du patrimoine, responsable de l'unité collections, Musée Savoisien, 04 56 42 43 45, sebastien.gosselin@savoie.fr ■ Sylvie Gotteland, référente du territoire Haute-Tarentaise et chargée de mission patrimoine, Fondation Facim, 06 23 08 37 94, sylvie.gotteland@fondation-facim.fr ■ Marie-Anne Guérin, conservatrice du patrimoine, directrice du Musée savoisien, 04 56 42 43 52, marie-anne.guerin@savoie.fr ■ Marie-Caroline Janand, Notre Histoire, Musée de Rumilly ■ Marion Kern, référente Pays d'Art et d'Histoire des Hautes vallées de Savoie pour la Maurienne, Fondation Facim – Syndicat de Pays de Maurienne, 04 79 64 12 48 / 06 80 07 53 23, referent.pah@maurienne.fr ■ Hélène Maurin, directrice des Archives départementales de Haute-Savoie, helene.maurin@hautesavoie.fr, 04 50 33 20 80 ■ Floriane Moroni, stagiaire, Master Management des collectivités territoriales, Sciences Po Grenoble, floriane.moroni@savoie.fr, 06 47 26 30 13 ■ Vinciane Néel ■ Pierre-Yves Odin, directeur adjoint, en charge du développement territorial et du Pôle Patrimoine, Fondation Facim, 04 79 60 59 03 / 06 09 90 48 96, pierre-yves.odin@fondation-facim.fr ■ Philippe Raffaelli ■ Annie Stern, présidente de la SHNS 2017-2018, stern.annie@free.fr ■ Olivier Veissière, Patrimoine numérique, olivier.veissiere@laposte.net

des patrimoines pour demain

Le premier éditorial de *La rubrique des patrimoines de Savoie* paraissait en avril 1998 sous le titre « Des patrimoines pour demain » : « Qui réfléchit au patrimoine, s'interroge immanquablement sur l'avenir » soulignait alors Michel Barnier, Président du Conseil général de la Savoie. Fruit d'une réflexion de l'équipe de la Conservation départementale du patrimoine, la nouvelle revue semestrielle départementale aspirait à mieux faire connaître les politiques portées en faveur du patrimoine par l'Assemblée départementale mais aussi à informer le plus large public sur les projets et les actions de sauvegarde patrimoniale ou de valorisation culturelle, à diffuser l'actualité de la recherche, à enrichir les connaissances de chacun.

Accueil du public au Château des Ducs de Savoie lors des Journées européennes du patrimoine.

Le cap éditorial de *La rubrique* était fixé : rendre compte de l'actualité patrimoniale, de la diversité et de la pertinence des actions engagées par le Département en partenariat avec les collectivités publiques des territoires, les associations culturelles et les propriétaires privés, mais aussi susciter une réflexion sur le sens de la « patrimonialisation » et encourager le libre accès à la Culture.
Si le champ des patrimoines – matériel et immatériel – s'avère toujours aussi attractif et diversifié en Savoie depuis les années Quatre-vingt-dix, les perspectives culturelles et sociétales ont été bouleversées par la nouvelle « Civilisation numérique » et les enjeux environnementaux. Le rapport de notre société au temps vécu et à la mémoire évolue. Le patrimoine s'inscrit désormais dans le développement durable et contribue à la diversification économique d'un territoire fortement marqué par le tourisme. Ne pas galvauder l'offre patrimoniale en Savoie comme garantir au public toute son authenticité et son originalité, cela reste un défi culturel où l'appropriation citoyenne constitue plus que jamais un socle essentiel de la démocratie.

Vingt ans plus tard et quelques quarante et un numéros et cinq hors-série, les courriers de lecteurs assidus attestent l'intérêt porté aux patrimoines de Savoie et aux actions conduites :
Protection, conservation préventive et restauration des Monuments historiques ou du Patrimoine rural non protégé, animation de sites labellisés au Patrimoine mondial de l'Unesco, actions d'inventaire, recherche et études scientifiques, fouilles archéologiques, expositions et médiation culturelle, publications, conseil et ingénierie patrimoniale, pluralité partenariale et projets partagés, notamment dans un cadre interdépartemental, transfrontalier et européen propre à l'histoire singulière de la Savoie.

À la demande de l'Assemblée départementale, la Conservation départementale du patrimoine de la Savoie s'est ainsi fortement impliquée depuis 1995, dans de nombreuses actions territoriales pour favoriser la diffusion des connaissances, l'enrichissement culturel, l'appropriation et la transmission du patrimoine commun, au service de la population. Elle relève aujourd'hui les challenges des mutations territoriales, culturelles et sociétales, en s'appuyant sur une transversalité renforcée par un réseau de partenaires et de territoires alpins.

Les perspectives

Vingt-trois ans après sa création, la Conservation départementale du patrimoine s'engage dans une nouvelle dynamique culturelle et scientifique au service des territoires et des publics. Préparer l'avenir et imaginer les actions de demain tout en continuant d'optimiser l'efficience de son fonctionnement sont autant d'enjeux de premier plan autour de la redéfinition collective des cinq piliers de son action :
1/ connaître ;
2/ sauvegarder ;
3/ partager et sensibiliser ;
4/ expertiser et accompagner ;
5/ valoriser le patrimoine des territoires savoyards.
Toute l'équipe s'est mobilisée pour engager une démarche prospective selon une méthode participative de conduite de projets à fort enjeu stratégique : l'investigation appréciative avec pour objectif, mobiliser l'intelligence collective au service d'un nouveau projet pour la Conservation du patrimoine de la Savoie à l'horizon 2020.
Un véritable travail d'investigation commence, il s'agit de partager les compétences, les forces et les réussites individuelles et collectives. Ce socle sera indispensable pour bâtir les futures lignes directrices de l'action patrimoniale autour d'une vision et de valeurs partagées. En complémentarité au « design » de service public, cinq étapes réparties sur quatre mois conduisent, autour d'une véritable cohésion d'équipe et d'une dynamique nouvelle, à une redéfinition innovante des chantiers prioritaires du service. L'implication et l'autonomie de chacun ainsi que la coresponsabilité s'en trouvent d'autant plus renforcées. Cette démarche a produit un premier calendrier d'actions, prêt à être mis en œuvre. La réorganisation des missions fondamentales de la Conservation départementale du patrimoine permettra de développer de nouveaux champs culturels de valorisation en partenariat et de favoriser de nouvelles approches patrimoniales via les outils numériques d'aujourd'hui au service du plus large public.

L'équipe de la Conservation départementale du patrimoine

Le premier numéro, avril 1998.

le Muséum d'Histoire naturelle de Chambéry

une offre pédagogique ambitieuse pour 2018-2019

RÉSEAU ENTRELACS MUSÉES & MAISONS THÉMATIQUES DE SAVOIE

Le Muséum d'Histoire naturelle de Chambéry, musée associatif, reconnu d'utilité publique, est une des institutions majeures du paysage culturel savoyard. Il doit une partie de sa reconnaissance à la qualité de l'engagement des sociétaires passionnés ayant mis leurs compétences pour faire vivre ses collections. L'offre pédagogique, en place à la rentrée 2018-2019, renforcera les liens entre les Savoyards et leur Muséum.

Le bâtiment du Muséum de Chambéry, au 208 avenue de Lyon.

Installé dans l'ancienne maison des jardiniers du château des ducs de Savoie, il abrite des milliers de spécimens des sciences de la Nature. Créé en 1846, deux ans après la Société d'Histoire naturelle de Savoie (SNHS), il a été labellisé « Musée de France » en 2003, impliquant au sens de la loi (Art. L. 410-1.) que « *toute collection permanente composée de biens dont la conservation et la présentation revêtent un intérêt public, est organisée en vue de la connaissance, de l'éducation* ». Les collections inaliénables et imprescriptibles ne peuvent être ni cédées ni commercialisées, mais prêtées ou déposées par convention.

Le bureau administratif de la SHNS a mis en place plusieurs projets scientifiques et éducatifs pour le Muséum. De nombreuses rencontres avec les élus des collectivités territoriales et services de l'État, ainsi que les directeurs culturels des structures patrimoniales et muséales, ont permis de présenter la restructuration du Muséum en le rendant plus visible, donc de proposer une offre pédagogique ambitieuse. Un dossier d'autoévaluation proposé par la Conservation départementale du patrimoine a été rédigé, analysant l'environnement du Muséum, identifiant l'attente des tutelles, des publics et des partenaires. Une stagiaire de l'Université Savoie Mont Blanc (USMB, licence Infocom) a été accueillie au Muséum pour revoir la communication interne et externe et améliorer la visibilité des collections auprès d'un public familial et d'enseignants.

L'offre pédagogique

En décembre 2017, deux personnes vacataires expérimentées dans le domaine de la médiation, ont été chargées de rédiger un *Projet culturel de Développement des Publics scolaires*, l'une titulaire du master Équipement, Protection et Gestion des Milieux de Montagne (USMB), avec une formation scientifique pluridisciplinaire et l'autre d'un master de Biologie, mention Biodiversité-Écologie-Environnement (Université Grenoble 1). Il est proposé de mettre en place des actions pour les cycles 2 à 4. La DRAC Auvergne Rhône Alpes a accordé une subvention en 2018 pour ce projet, qui va permettre aussi au Muséum de bénéficier de subventions du Conseil départemental dans

Un aperçu des collections présentées au Muséum d'Histoire naturelle.

[à gauche] Le dépliant conçu pour une communication positive, avec un nouveau logo

[ci-dessous] Le document comprenant les fiches scolaires, établi dans le cadre de l'offre pédagogique

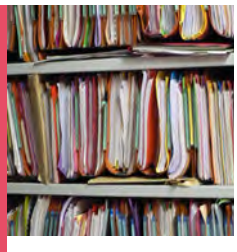
le cadre de la démarche de qualité encouragée par le Réseau départemental Entrelacs – Musées & Maisons thématiques.

Inventorier et faire découvrir

Pour la première fois, la consultation les herbiers entreposés au CHS de Bassens a été possible et un local pérenne pour ceux-ci est recherché. Un inventaire scientifique de la collection de Minéralogie-Pétrographie, financé par la DRAC, a été mené par Roger De Ascenção Guedes (minéralogiste), permettant d'évaluer l'intérêt des échantillons. Dans le cadre de l'offre visant les scolaires, des échantillons ont été réservés pour des ateliers pédagogiques. L'équipe de bénévoles poursuit actuellement le tri des collections de Paléontologie et d'Entomologie.

Annie Stern, Dominique Gasquet et Roger De Ascenção Guedes

archives essentielles, essentielles archives



ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Remettre les archives au cœur de nos préoccupations. Tel pourrait être le sous-titre de cette présentation de la question des *archives essentielles*.
Les services d'archives ont pour mission de collecter, conserver et communiquer les documents qui sont « le fruit et le reflet de l'activité des hommes » [1].
L'objectif premier est d'assurer la preuve d'un droit, d'un fait ou d'une action. À cette utilité juridique primaire s'est progressivement ajoutée une valeur historique. Celle-ci a fini par s'imposer dans les esprits et a modifié l'appréhension de leurs missions par les archivistes : la communication a pris le pas sur la collecte.

Depuis les années 1970, et surtout 1980, le public est devenu le sujet principal des préoccupations des archivistes. Le développement de la généalogie et des études universitaires a rempli les salles de lecture des services d'archives, apporté des questionnements dans de nouveaux domaines et relégué des questions de fond au fond des magasins de conservation. Les interrogations des archivistes portaient surtout sur l'accueil large des publics, l'attractivité des lieux, la médiation de l'archive. Diverses injonctions ministérielles sont venues renforcer ce tropisme en se centrant sur l'accès aux documents : loi d'archives de 2008 qui abaisse des délais de communicabilité, accessibilité des registres de matricules militaires en 2012, ouverture des fonds de la Seconde Guerre mondiale en 2015… Le tout dans un bouillonnement numérique : mise sur internet des images des registres paroissiaux et d'état civil, indexation collaborative et réutilisation des données publiques par des sociétés commerciales pour constituer des bases nominatives faciles d'accès, réseaux sociaux…
Les préoccupations du public se concentrent sur quelques grandes catégories de documents et sur quelques périodes en particulier : archives liées à l'histoire personnelle (état civil, matricule militaire, recensement de population) et aux droits individuels (cadastre, enregistrement, hypothèques, minutes de notaires) ; période de la Seconde Guerre mondiale.
Devant ces demandes précises et pressantes, les archivistes ont relégué au second plan les problématiques liées à la mission de collecte des archives. Les problématiques d'archives intermédiaires, de versements administratifs, de production d'inventaires, de reconfigurations territoriales et administratives n'étaient plus au cœur des préoccupations des archivistes. Ce qui a occasionné des manques en matière de collecte des archives historiques et dans la transmission de la connaissance administrative : « des trous de mémoire » se sont formés dans les archives. Ces trous étaient cependant camouflés sous les chiffres : nous collections allègrement les mètres linéaires versés par les différentes administrations du département. Il s'agissait en fait pour ces administrations de trouver des solutions à l'inflation des dossiers individuels produits.
Parallèlement, au début des années 2000, la réforme des études supérieures a poussé les étudiants hors de nos murs et la numérisation de nos données a permis aux généalogistes de rester dans leur salon. Mais il restait nos sites internet,

nos expositions, nos animations. Les archivistes avaient pris la vague et surfaient allègrement.

Une première ombre au tableau surgit en 2013 avec le « Cadre méthodologique pour l'évaluation, la sélection et l'échantillonnage des archives publiques » [2]. Cette circulaire des Archives de France vise à renouveler les méthodes de tri, notamment l'échantillonnage. Nous collections trop. Il fallait réduire ce papier qui allait encombrer nos rayonnages. Le nez sur les volumineux dossiers individuels, nous sortions la calculatrice pour couper les mètres linéaires en quatre. La vision prospective attendrait, nous étions dans une logique comptable.

Le coup de tonnerre éclata en 2017.

Au mois d'octobre de l'année précédente, la ministre de la Culture et la Communication avait commandé une mission de réflexion sur les conditions de collecte des archives publiques. En mars 2017, Christine Nougaret, vice-présidente du Conseil supérieur des Archives rend son rapport : *Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives publiques à l'ère numérique* [3], 30 propositions et 53 pages. Cette archiviste de métier a pris le temps d'écouter ses confrères français mais aussi ses pairs canadiens.

Le Québec est en effet « l'autre pays de l'archivistique ». Les méthodes québécoises diffèrent des méthodes françaises mais elles sont très bien théorisées et accessibles. L'organisation canadienne est basée sur la présence dans les administrations de *records managers* chargés de gérer les documents produits et reçus par les services dans le cadre de leurs missions. Il s'agit de documents d'activité – d'archives courantes et intermédiaires – sans présumer de leur statut futur : à conserver définitivement pour les archives historiques ou à détruire. L'objectif est d'assurer la continuité de l'activité. C'est dans ce contexte qu'est définie la notion d'*archives essentielles*, qui sont dites également vitales. Les archivistes québécois s'interrogent également sur la sélection à opérer dans les archives pour ne conserver que ce qui sera utile à l'historien. Ils ont développé deux notions :

- La macro-analyse, qui s'attache aux fonctions et aux activités clé de l'administration d'un point de vue sociétal ;
- La micro-analyse, qui se concentre sur les documents eux-mêmes.

Les archivistes se situent au niveau de la macro-analyse ; les *records managers*, inclus dans la structure administrative, se situent au niveau de la micro-analyse.

Les propos sont moins tranchés et les analyses moins claires de ce côté de l'Atlantique. Pas de *records managers* dans les administrations pour aider à la gestion quotidienne, mais seulement des archivistes en bout de chaîne qui essaient de trier le bon grain de l'ivraie. Leur outil ? Le crible de circulaires et d'instructions ministérielles plus centrées sur les documents que les fonctions et les missions, parfois floues, souvent dans une certaine logique historiographique. Il était donc tentant d'aller collecter de nouvelles notions archivistiques.

Ainsi la proposition n° 11 du rapport Nougaret est de « déterminer les archives essentielles grâce à la macro-évaluation ». Le contenu détaillé de cette proposition rejoint les préoccupations des archivistes sur le terrain : revenir à une évaluation qualitative des archives et non plus seulement quantitatif par le biais des échantillonnages. En un mot, retrouver du sens dans la collecte des archives et redonner des perspectives historiques pour les chercheurs et les citoyens. Dépasser la question des dossiers individuels et des dossiers liés à des droits individuels pour s'attacher au sens commun et à un socle civil partagé. Un projet de société à partager pour les archivistes, les chercheurs et les citoyens.

Cependant, les premiers échos dans la presse furent bien différents. L'expression « archives essentielles » était pratique dans les communiqués de presse officiels. Elle n'a pas été développée ni expliquée, ce qui en a fait perdre le sens. Elle a en revanche été associée à des questions financières. Le stockage des archives coûte cher, réduire leur volume présente un aspect vertueux. Le ministère, par défaut de communication, a été accusé de vouloir réduire les archives à la portion congrue. Archivistes et historiens se sont élevés contre cette perspective et ont porté le débat sur la place publique.

C'est ainsi que les archives sont sorties des salles de lecture et des sites internet pour redevenir une préoccupation citoyenne et partagée.

Et les discussions, qu'elles soient entre archivistes, ou à l'extérieur de la profession sont loin d'être terminées sur ce sujet…

Sylvie Claus

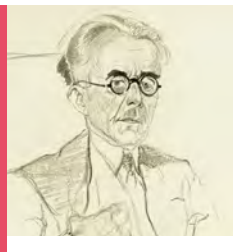
Notes

1. Direction des Archives de France, La pratique archivistique française, Paris, 1993, p. 12.
2. https://francearchives.fr/circulaire/CADRE_METHODO_2014_07
3. https://francearchives.fr/article/28204701

confort à tous les étages

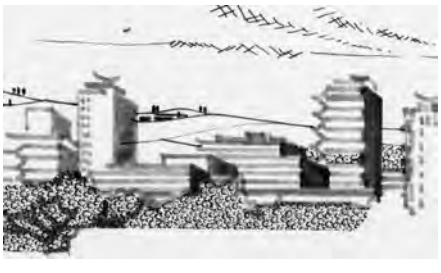
le logement collectif à Annecy et en Haute-Savoie de la fin du XIXe siècle à nos jours

Portrait de Fleury Raillon par Oscar Lazar, 1931.
Arch. dép. Haute-Savoie, 5 J (en attente de classement).



ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Croquis [de Jacques Lévy] de la ZUP de Novel, [1969-1974]. Arch. dép. Haute-Savoie, 134 J 3.



Vue de Champ-fleuri, 1977.
Arch. dép. Haute-Savoie, 156 J 284.

En Haute-Savoie, département dont la population a doublé entre 1970 et 2016 pour dépasser les 800 000 habitants, la question du logement collectif occupe une place centrale, dans un contexte tendu de raréfaction du foncier disponible et d'explosion des prix. Les Archives municipales d'Annecy et les Archives départementales de la Haute-Savoie conservent de riches fonds d'archives publics et privés relatifs à ce sujet, de la fin du XIXe siècle à nos jours, et ont choisi de l'explorer à travers une exposition et une publication. Le comité scientifique composé de représentants de l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble, de l'Université de Genève, du CAUE de Haute-Savoie et des Archives a choisi de mettre en valeur les fonds documentaires selon plusieurs angles d'approche.

Les dossiers produits par les services de la Préfecture permettent d'étudier l'application au niveau départemental des grandes politiques publiques en matière d'habitat et d'aménagement. Cela concerne en particulier le logement social collectif (habitations à bon marché, habitations à loyer modéré), ainsi que l'aménagement foncier (zones à urbaniser en priorité, zones d'aménagement concerté). La collection des dossiers de permis de construire et d'études du service urbanisme de la Ville d'Annecy constitue une mine d'informations sur les immeubles d'habitat collectif. Les délibérations des conseils municipaux recèlent de débats sur la rénovation ou l'aménagement de nouveaux quartiers, par exemple au sujet du plan d'aménagement de l'avenue d'Albigny proposé par René Gagès. La presse se fait l'écho de ces controverses et polémiques. Au-delà, les archives privées d'architectes confiées aux services d'archives sont incontournables pour étudier l'ensemble des typologies de logements collectifs (ouvrier, social, privé, de standing, touristique…) même si tous les architectes n'ont pas travaillé sur des projets d'habitat collectif. Parmi les documents soigneusement sélectionnés pour cette opération de valorisation, on trouve des plans de situation, perspectives, coupes, détails, des photographies, de la correspondance, des dossiers de marché ou encore des maquettes.

Des architectes d'envergure nationale ont œuvré en Haute-Savoie. Henry Jacques Le Même, surtout connu pour ses chalets de skieurs, a travaillé pour des industriels et des sociétés HLM de Haute-Savoie, notamment à partir de projets-types homologués (Arch. dép. Haute-Savoie, 142 J). Jacques Labro a réalisé *ex nihilo* la station de sports d'hiver d'Avoriaz pendant trois décennies en privilégiant le logement collectif (Arch. dép. Haute-Savoie, 153 J). Le plan d'aménagement de l'avenue d'Albigny à Annecy, proposé par Maurice Novarina, suscite la polémique. Entouré de ses collaborateurs, il mène à bien dans le bassin annécien des projets d'immeubles, de zones d'aménagement concerté (ZAC) et de zones à urbaniser en priorité (ZUP) (Arch. dép. Haute-Savoie, 156-157 J). D'autres fonds, ceux d'architectes au rayon d'action régional ou local permettent de documenter l'histoire du logement collectif, à l'instar des archives

Vue de l'atelier de Maurice Novarina dans sa villa à Thonon-les-Bains, s.d. Arch. dép. Haute-Savoie, 156 J 349.

La Forclaz, photographie de la façade. Coll. Privée.

exposition aux Archives municipales d'Annecy

Confort à tous les étages, le logement collectif à Annecy de la fin du XIXe siècle à nos jours
jusqu'au 28 décembre 2018
du lundi au vendredi
de 9h à 12h et de 13h à 17h
accès libre et gratuit

Catalogue
Confort à tous les étages, le logement collectif en Haute-Savoie de la fin du XIXe siècle à nos jours
Annecy, coédition Archives départementales de Haute-Savoie et Silvana editoriale, en vente en librairie, 25 €.

de Fleury Raillon, architecte départemental au tournant du XXe siècle (Arch. dép. Haute-Savoie, 26 J), de Camille Blanchard (Arch. mun. Annecy, 106 Z), de Claude Fay (Arch. mun. Annecy, 71 Z), de Louis Sprungli, formé à Genève avant de s'établir à Annecy (Arch. mun. Annecy, 153 Z) ou encore de Robert Cottard dont certaines constructions, comme les Trésums ou La Forclaz, ont marqué le paysage annécien (Arch. dép. Haute-Savoie, 212 J, non classé). Des architectes contemporains se sont prêtés au jeu de l'entretien filmé et ont accepté de parler de leurs réalisations : Jacques Lévy, architecte et urbaniste humaniste, auteur de nombreux logements sociaux, Yves Tourvieille, qui, avec Erich Kasper, a construit la Manufacture, Damien Van Den Driessche, auteur des deux immeubles Nouvel Horizon de l'écoquartier du chemin des Fins et Joël Terrier, qui a notamment réalisé La Résidence du Port et l'Éden Parc à Annecy-le-Vieux.

Le dernier axe d'étude, « Habiter en immeuble », s'est nourri de sources variées : enquêtes statistiques sur l'amélioration du confort, photographies d'intérieurs, annuaires, recensements de population et sources notariales, productions locales telles que les meubles Mobalpa fabriqués à Thônes ou encore les petits appareils ménagers conçus par les jouets Mont-Blanc à Rumilly.
Ce projet sur le logement collectif en Haute-Savoie a bénéficié du croisement de plusieurs disciplines (architecture, histoire de l'architecture, sociologie, géographie, archives) et méthodes (enquête de terrain, exploitation des sources écrites) : commissaires, auteurs du catalogue et membres du comité scientifique ont su croiser leurs compétences pour montrer que l'histoire de l'habitat collectif touche l'histoire sociale, politique, économique, politique, artistique et culturelle du territoire de la Haute-Savoie.

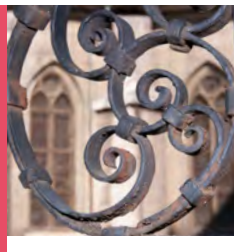
Hélène Maurin

Ensemble de logements collectifs *Les Mourets* édifié à Megève pour le compte de la Société coopérative HLM. Le Mont-Blanc, milieu des années 1960. Architectes : H.-J. Le Même en collaboration avec R. Lapeyre. Arch. dép. Haute-Savoie, 142 J 3182.

[à gauche] Le Mélèze II, vue en perspective, s.d. Arch. dép. Haute-Savoie, 153 J 237.

les acteurs du patrimoine minier et métallurgique

fer de lance du futur réseau « Mines de Montagne »



PATRIMOINE MINIER & MÉTALLURGIQUE

Fer, plomb argentifère, anthracite, cuivre… Plus de 800 mines et carrières souterraines existent en Savoie ! De par les gisements métallifères et la géographie montagnarde favorable à l'utilisation de la houille blanche, une dense activité métallurgique liée à la transformation des minerais s'est développée depuis l'Antiquité. Aujourd'hui, ce patrimoine reste bien souvent inaccessible, voire invisible. La plupart des galeries de mine sont obstruées et il ne subsiste en surface que très peu de vestiges de ces hauts lieux de la métallurgie. Le Département de la Savoie s'est engagé dans un projet européen de coopération transfrontalière ALCOTRA « Mines de Montagne » porté par la Région Autonome de la Vallée d'Aoste, chef de file du projet. Il vise la valorisation du patrimoine minier et métallurgique en montagne par la mise en lumière de sites remarquables sur les deux versants des Alpes.

Le Grand Filon, centre d'interprétation du site minier des Hurtières en Maurienne, partenaire du projet ALCOTRA.

Côté Tarentaise, le site du Palais de la mine à Peisey-Nancroix permet de comprendre l'exploitation du plomb argentifère.

La Chartreuse d'Aillon propose un espace muséographique sur la métallurgie dans les Bauges.

Les lieux patrimoniaux miniers et métallurgiques sont répartis dans toutes les vallées de Savoie. Depuis plusieurs années, des initiatives locales sauvegardent et valorisent ce patrimoine ainsi que la mémoire des sites. L'association du Palais de la Mine explique comment était exploité le plomb argentifère à Peisey-Nancroix et retrace l'histoire de « l'École Française des Mines » qui a formé les ingénieurs des mines de 1802 à 1814. Plus au sud, l'association des Chemins du Fer et de l'Eau en Belledonne a créé des sentiers thématiques sur les mines et la métallurgie en Savoie et en Isère. À Saint-Georges-d'Hurtières et Allevard, le massif a accueilli deux grandes concessions de mines de fer, exploitées par la Société du Creusot Schneider et Cie à partir de 1873 et jusqu'au début du XXe siècle. Côté savoyard, le centre d'interprétation du Grand Filon expose l'histoire de ces mines, exploitées depuis le Moyen-Âge. Les savoir-faire métallurgiques s'ancrent dans les familles des vallées comme en témoignent le musée Opinel à Saint-Jean-de-Maurienne et la taillanderie Busillet de Marthod. Une école de forgerons est installée à La Rochette qui connaît une forte activité métallurgique dès le XVe siècle.

Le Département souhaite aujourd'hui mettre en relation ces dynamiques territoriales. La création d'un réseau d'acteurs promouvant ce thème est une de ses principales missions au sein du projet « Mines de Montagne ». L'objectif est de mieux faire connaître l'histoire de ce patrimoine, de le rendre plus visible et de co-construire un scénario de valorisation à l'échelle départementale. La première démarche a été de réaliser un recensement exhaustif des communes possédant des mines métallifères sur leur territoire. Suite à cela, des acteurs « ressources » ont été identifiés et ont pu exprimer leur souhait de prendre part au futur réseau. Des éléments importants comme la Forge des Allues à Saint-Pierre-d'Albigny, les ferronneries d'art à Chambéry et les mines de Haute-Maurienne rendent compte de la diversité géographique et typologique des sites à intégrer.

Pour favoriser cette mise en réseau le Département s'appuie sur l'Agence Alpine des Territoires (AGATE), forte de son expérience en animation participative. En effet, la création du réseau s'articule autour d'une démarche collaborative en vue de construire collectivement une offre patrimoniale pertinente et pérenne. Pour ce faire, les acteurs des territoires se sont réunis autour des services du Département et des partenaires du projet : les communes de Saint-Michel-de-Maurienne pour l'Espace Alu, de Saint-Georges-d'Hurtières pour le Grand Filon, de La-Plagne-Tarentaise et l'association Radio Fond-de-France. Quatre rencontres territoriales ont permis de réfléchir à la meilleure manière de valoriser les sites miniers et métallurgiques en Bauges, Maurienne, Tarentaise et Belledonne. Les acteurs locaux ont pu prendre la parole et exprimer leurs attentes. Ces échanges sont un préalable à la mise en place d'un temps fort qui rassemblera le monde scientifique, touristique, associatif, professionnel lié au thème en octobre 2018.

Intérieur des galeries de la mine du Remoud à Presles.

Située à plus de 2 800 mètres d'altitude, la mine des Sarrasins au Freney, en Maurienne, est une des plus hautes d'Europe !

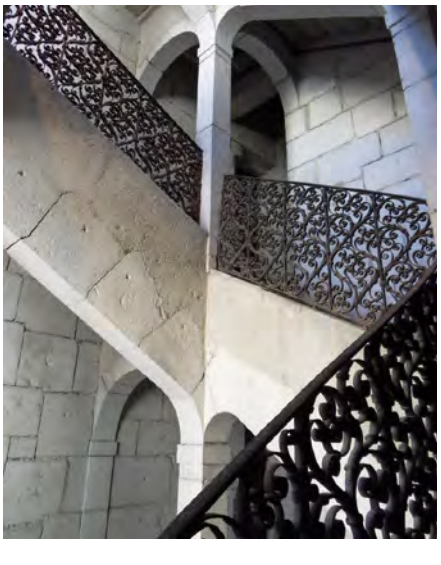
De par les retours d'expérience et les méthodes des différents participants, il sera possible de mettre en place des projets ou des outils partagés entre les sites. La connaissance scientifique est aussi un point clé du projet : choisir quels sites doivent prioritairement être étudiés fait partie des missions du futur réseau. D'autres projets verront le jour comme la création d'un outil de médiation à destination des publics scolaires et un douzième « Itinéraire Remarquable » thématique. Ce dispositif départemental pour la découverte du patrimoine en Savoie portera cette fois-ci sur les mines et la métallurgie. Le réseau sera associé à la réflexion autour de sa mise en place ainsi qu'à sa dynamique d'animation.
En parallèle, la Conservation départementale du patrimoine continue de « creuser » pour recenser les sites et les vestiges dans le cadre de la politique départementale d'inventaire du patrimoine. La finalité de ces recherches est la documentation des lieux pour mieux appréhender l'histoire des mines et de la métallurgie en Savoie.

Floriane Moroni

En Haute-Maurienne, un boisage a été daté du XIe siècle dans la mine de la Colombière à Bramans.

Plan incliné datant de l'exploitation des mines par la Société du Creusot Schneider et Cie à Saint-Georges-d'Hurtières (fin XIXe).

Ferronnerie d'art dans l'Hôtel des Castagneri de Châteauneuf à Chambéry, monument historique inscrit.



« Mines de montagne » une action départementale

Au prisme du projet européen Alcotra « Mines de montagne », la Conservation du patrimoine de la Savoie investit le thème des mines et de la métallurgie, une problématique intimement liée à la question de la force hydraulique. L'action départementale se déclinera en 4 volets jusqu'en 2021.

L'inventaire du patrimoine et des travaux de recherche scientifique

Depuis fin 2017, l'Inventaire du patrimoine hydraulique a été étendu aux vestiges de surface du patrimoine minier. Les secteurs concernés sont principalement la Porte de Maurienne, la Haute-Maurienne, le Massif de Belledonne, le Massif des Bauges, la Haute-Tarentaise et le Beaufortain. Il s'agit de documenter, comprendre et dater les ensembles métallurgiques chargés de la transformation des minerais pour mieux appréhender les liens existants entre eux.
Cet inventaire sera accompagné de travaux scientifiques portés par la Conservation départementale du patrimoine ou ses partenaires (prospections archéologiques, relevés laser et analyses isotopiques du plomb menés par le laboratoire Edytem – USMB…).

Un numéro hors-série de *La rubrique des patrimoines de Savoie*

La revue semestrielle de la Conservation départementale du patrimoine consacrera un numéro spécial aux mines et à la métallurgie savoyarde. En plus de présenter les secteurs clés de l'activité minière et métallurgique et l'actualité de la recherche scientifique, la parole sera donnée aux territoires pour présenter des actions valorisées localement depuis parfois plus de 30 ans.

Un Itinéraire Remarquable thématique

Inviter les publics sur les routes et sentiers historiques du fer, du cuivre, du plomb ou de l'argent, proposer de découvrir les sites métallurgiques emblématiques du département, tels seront les objectifs d'un nouvel Itinéraire Remarquable aux modes de découvertes élargis (musées, centres d'interprétation, visites guidées, sentiers de randonnée…).

Exposition à la Grange batelière de l'Abbaye de Hautecombe

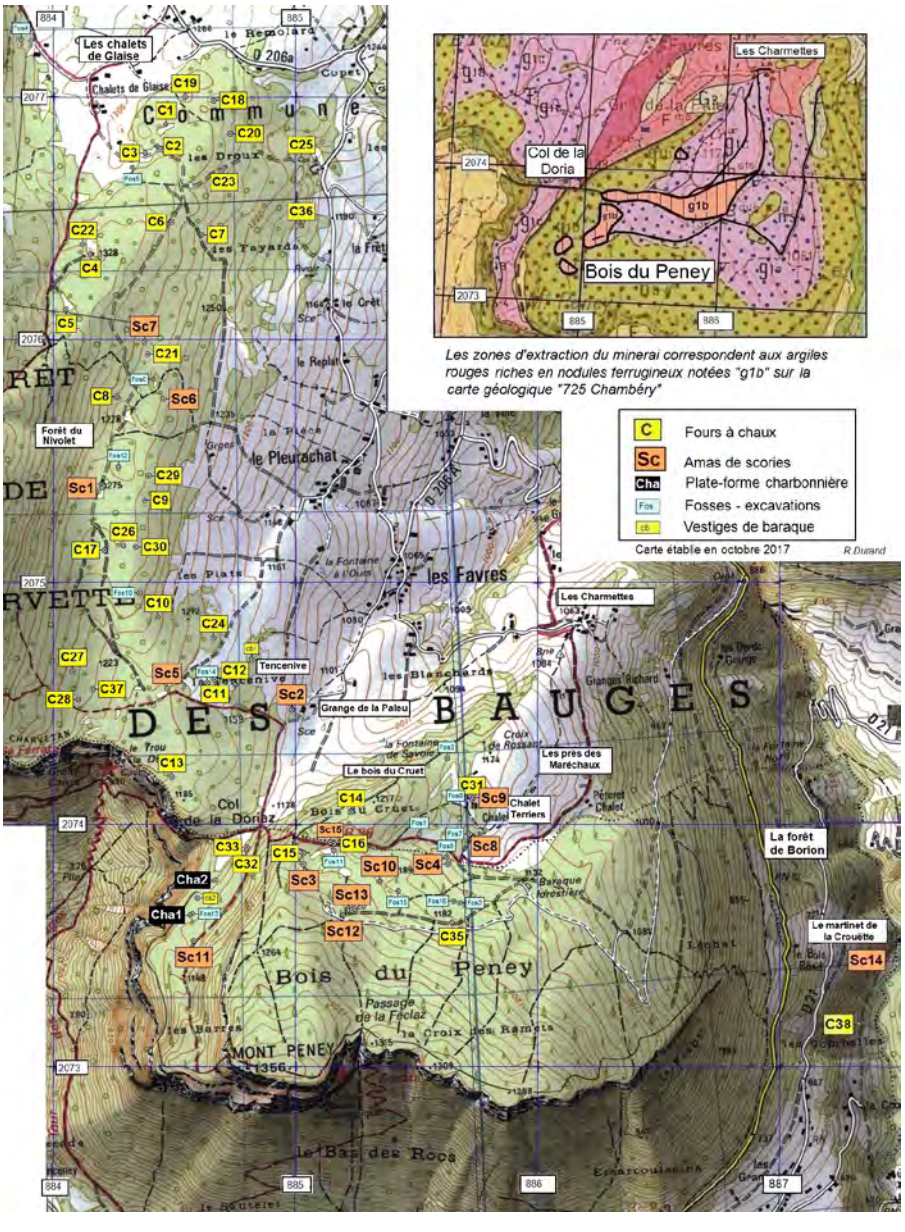
L'histoire méconnue de cette aventure minière et métallurgique savoyarde sera présentée aux publics à la Grange batelière de l'Abbaye de Hautecombe qui accueillera, lors des saisons estivales 2020 et 2021, une nouvelle exposition du Département de la Savoie.

Jérôme Durand

le fer du mont Peney et de la forêt du Nivolet

PATRIMOINE MINIER & MÉTALLURGIQUE

Pays calcaire, le massif des Bauges est pauvre en minerai de fer mais riche de ses forêts. Au Moyen-Âge, les activités minières de la région sont mal connues. S'il y eut des hauts-fourneaux à partir du XVIe siècle sur les terres de l'abbaye de Tamié, le minerai provenait essentiellement de la mine de Saint-Georges-d'Hurtières. En 1807, le préfet Verneilh mentionne qu'environ 600 personnes confectionnent des clous dans le sud-ouest du massif.
Plusieurs mines de fer sont connues à Annecy (1856-1862), au Semnoz (1811-1830), à Duingt (1828) et dans le massif de la Sambuy (1313, 1483 et 1556). Elles sont relativement bien documentées, nous en connaissons quelques dates et des tonnages d'extraction. Au mont Peney et dans la forêt du Nivolet une activité métallurgique a exploité les modestes ressources locales mais aucun renseignement précis les concernant ne nous est parvenu.



Les zones d'extraction du minerai correspondent aux argiles rouges riches en nodules ferrugineux notées "g1b" sur la carte géologique "725 Chambéry"

Le Mont Peney et la forêt du Nivolet

À 5 kilomètres au nord-est de Chambéry, le mont Peney est situé dans le massif des Bauges, sur la commune de Saint-Jean-d'Arvey en Savoie. Il culmine à 1356 mètres d'altitude. Il s'agit d'une dalle de calcaire « urgonien », puissante de 150 mètres, pentée à 15 degrés vers le nord, qui domine le village de son imposante masse. Son flanc nord est couvert par la forêt sur une surface de 3 km².

Au nord du mont Peney se trouve la forêt du Nivolet (ou forêt de Charvette) appartenant à la commune des Déserts dont le point culminant est matérialisé par la croix du Nivolet à 1547 mètres d'altitude. Il s'agit d'une dalle du même calcaire qu'au Peney, boisée, longue de 3 kilomètres, fortement lapiazée et pentée en moyenne à 13 degrés vers l'est.

Un peu de géologie

D'une manière simplifiée, nous pouvons décrire l'histoire géologique du mont Peney en 4 étapes :
1. Avant 65 millions d'années (MA), au Trias et au Crétacé, la région est sous l'eau de l'ancien « océan alpin ». Elle est le siège d'une importante sédimentation calcaire et argileuse.
2. À l'Éocène, il y a 65 MA, débute la « poussée alpine », la région sort de l'eau. L'érosion des sédiments commence. L'Urgonien entre en phase de karstification, c'est-à-dire qu'en surface, se forment des gouffres, des galeries, des poches, des fissures.
3. Entre 37 et 23 MA, une nouvelle sédimentation marine et continentale (dont des argiles rouges riches en nodules ferrugineux) comble les fissures et les poches du karst urgonien.
4. Après 23 MA, la région « sort définitivement hors de l'eau ». À partir de 7 MA, sous l'effet de la poussée alpine, le massif des Bauges monte en altitude. Les couches se plissent et se brisent.

À partir de la fin du Moyen-Âge on extrait le fer « sidérolithique » dans les poches du karst urgonien du mont Peney et de la forêt du Nivolet. Le mot « sidérolithique » vient du grec ancien ; de « sidéros » (fer) et de « lithique » (de pierre).

Fosse d'extraction du minerai.

Les charbonnières

Pour obtenir du « fer métal » dans un bas-fourneau il était nécessaire de posséder deux ingrédients : du minerai de fer et un combustible, le charbon de bois.

Le charbon de bois était élaboré dans des édifices appelés charbonnières constitués d'un empilage de bûches de bois qui pouvaient atteindre 3 mètres de hauteur et recouverts de terre argileuse formant un bouclier étanche à l'air. À l'intérieur le bois enflammé (de 10 à 15 stères) se carbonisait lentement en l'absence d'oxygène. Cent kilos de bois donnaient environ 20 kilos de charbon de bois. La qualité du bois était importante pour son usage en métallurgie. Il fallait qu'il ne soit pas trop humide, c'est pour cette raison qu'il était coupé avant la montée de la sève printanière. C'était un bois « de taillis » qui pouvait être composé d'essences de bois dur comme le hêtre et le chêne ou de bois tendre comme le sapin. Pour le « charbonnage », les gelées, les fortes pluies, les grandes chaleurs étaient nuisibles, on charbonnait donc plutôt au printemps et à l'automne.

Leur usage n'était pas uniquement réservé à la métallurgie et elles ne datent pas toutes de la même époque. Au début du XXe siècle, les charbonniers n'étaient pas des locaux, c'était une main-d'œuvre itinérante. Les plus récentes dateraient de la seconde guerre mondiale.

Les fours à chaux

Entre les chalets de Glaise et le bois du Peney, sur une distance de 3 kilomètres, une campagne de prospection nous a fait découvrir 35 excavations circulaires bordées par un bourrelet de terre. 5 d'entre elles ont été repérées sur les photographies aériennes de l'IGN (mission de janvier 1972). Tout d'abord, nous ne savions pas à quoi correspondaient ces structures. Étaient-elles liées à la métallurgie du fer ? Certaines étaient situées à proximité d'amas de scories, d'autres en étaient fort éloignées. A priori, seule une campagne de fouilles archéologiques aurait pu préciser leur nature exacte : vestiges de charbonnières, de bas fourneaux, de fours à chaux, de fours à griller, de fosses d'extraction de minerai ou de simples fosses pour abreuver le bétail en eau potable ?

Quelques témoignages assez flous nous avaient appris l'existence de nombreux fours à chaux dans la zone mais c'est grâce au témoignage de Gustave Perrin que nous avons pu en savoir plus sur leur mode de fonctionnement. Lui-même ne les a pas vus fonctionner, ce qu'il nous dit sur le sujet lui a été transmis par son grand-père :

« Tout d'abord une fosse circulaire était creusée dans la terre. Au centre était édifié un dôme de terre recouvert de pierres formant la voûte du four. La terre centrale était ensuite retirée et remplacée par des fagots de bois. Des pierres calcaires en petits moellons, riches en carbonate de calcium (comme l'urgonien) étaient placées au-dessus de la voûte et le feu était mis au bois pendant plusieurs dizaines d'heures. La température montait à 800 degrés.

Une fois calcinées, les pierres étaient transformées en chaux vive. À proximité du four une seconde fosse, plus petite, avait été creusée jusqu'à rencontrer une couche d'argile imperméable et remplie d'eau de pluie. Les blocs de chaux vive étaient jetés dans l'eau où ils se transformaient en chaux éteinte. »

Confirmant les dires de Gustave, deux sondages effectués au centre de ces fours nous ont livré de la terre pulvérulente de couleur blanchâtre. À noter qu'aujourd'hui, le centre des fours, comblé par de l'humus et des racines, est beaucoup moins profond qu'à l'origine.

Depuis l'antiquité, la chaux est utilisée comme mortier ou comme enduit lors de la construction de murs. Les fours à chaux artisanaux du secteur de la Féclaz et du Peney ont été abandonnés lorsque l'usine du Bout-du-Monde a livré des produits de meilleure qualité. Usine qui a fonctionné de 1902 à 1927.

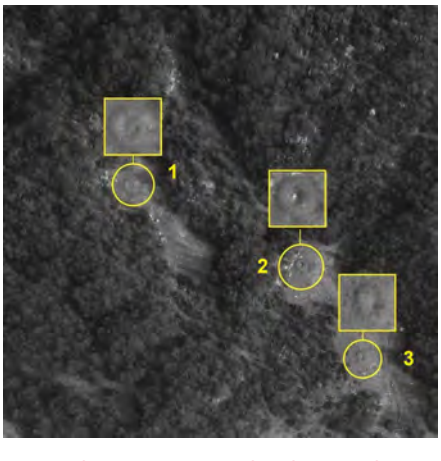
Ces fours à chaux n'ont pas de lien direct avec la métallurgie du fer mais il nous a semblé intéressant de les répertorier.

Les sites d'extraction du minerai

Pour identifier les lieux des sites d'extraction du minerai, la carte géologique est d'une aide précieuse. Les zones favorables (argiles rouges associées au « fer sidérolithique ») y sont notées « g1b ». Deux secteurs principaux sont concernés.

1. A l'ouest des chalets de Glaise, au sud du talweg qui provient du Sire, parallèlement à la rupture de pente urgonienne, en bordure d'un sentier se trouve un bel alignement d'entonnoirs et de tranchées. Les fonds sont tapissés d'un amas de feuilles mortes et d'humus. Hélas, il est impossible de dire si ces excavations sont d'origine naturelle (dolines) ou anthropiques. Nous n'avons pas découvert d'amas de scories à proximité de ce site mais à 500 mètres au nord-est existe un lieu-dit « Le Forney » indiquant la présence d'un ancien four.
2. Sur le tracé d'une faille géologique, en limite sud du bois du Cruet et du sentier GR96, se trouve un alignement de gouffres (certains sont d'origine

Bloc de minerai de fer "sidérolithique".



Fours à chaux, repérage sur les photographies aériennes de l'IGN (janvier 1972).

naturelle), d'entonnoirs et de tranchées. L'argile rouge est bien présente le long de ce sentier. De nombreuses petites dépressions sont visibles un peu au nord, dans le bois du Cruet mais il est impossible d'en préciser leur origine. C'est dans cette partie que nous rencontrons d'épaisses couches de scories. À noter que la carte géologique n'est pas suffisamment fine et précise pour afficher de petites zones favorables mais isolées.
Les tranchées anthropiques peuvent avoir des usages variés. Par exemple à l'est des chalets de Glaise, dans les bruyères en lisière de forêt, c'est sans doute du sable qui a été prélevé dans des tranches taillées dans les grès.

Les bas-fourneaux

La réduction du fer en bas-fourneau, une technique très ancienne, a pour but de transformer le minerai de fer en « fer métal ». Dans ces types de four, on déposait en alternance des couches de charbon de bois et de minerai. À l'aide d'une ventilation manuelle, la combustion qui durait environ 8 heures, n'excédait pas 1 400 °C. Le point de fusion du fer, 1 536 °C, n'était pas atteint. Le carbone du charbon de bois se combinait avec l'oxygène contenu dans le minerai et libérait le fer. Les impuretés du minerai forment des scories liquides contenant encore d'importantes proportions de fer (jusqu'à 40 % du poids des scories). Dans le creuset du four, on obtenait une masse de fer malléable (la loupe de fer) plus ou moins compacte. Avec des maillets, on la battait sur un billot de bois pour l'agglomérer et l'épurer.
À Andorre, dans l'un des derniers bas-fourneaux de la fin du XIXe siècle, 4 958 loupes de fer ont été produites. La plus légère pesait 120 kilos et la plus lourde 200 kilos.

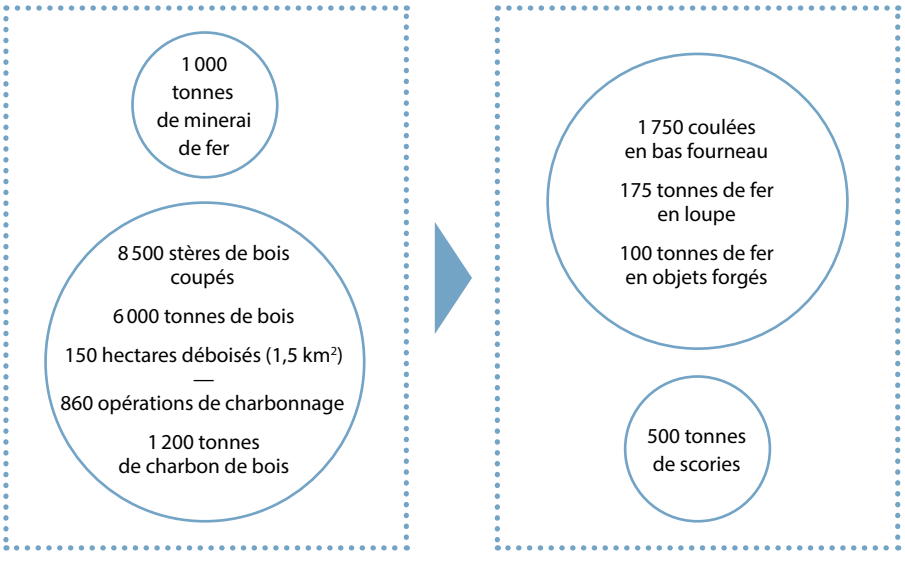
Les scories

Les scories sont des déchets produits lors de la réduction du fer en bas-fourneau. Cette étape n'étant pas parfaite, les scories abandonnées sur place sont encore plus ou moins riches en fer, c'est pour nous un précieux indicateur. Grâce à ces déchets, on peut identifier les lieux où s'est déroulée une activité métallurgique ancienne et leur volume permet d'estimer la quantité de minerai extraite et celle de fer métal produite.
Nous avons découvert 15 de ces amas dont 5 d'entre eux représentent un volume de 50 mètres cubes ou plus.

Dans le bois du Cruet, en bordure du GR 96

Du col de la Doria, il faut prendre à gauche par une piste forestière puis emprunter une courte montée à gauche sur un sentier taillé à flanc de pente. Au sommet, sur la gauche d'une plate-forme, on voit la marque d'un sentier de grande randonnée (traits rouge et blanc). Il s'agit du GR 96. Passer un petit col et descendre sur une vingtaine de mètres. Sur la droite on voit le beau four circulaire C15.
Au sud-est de cette structure, se trouvent deux tapis de scories et de terre charbonneuse dont l'épaisseur varie de 60 à 30 centimètres, représentant un volume de 85 m³.
En bordure nord du sentier, sous une petite barre rocheuse, se trouve un autre tapis épais de 30 centimètres (10 m³) mélangé avec du charbon de bois.
En bordure sud du sentier, on observe un dôme de scories formant un cône (20 m³).
A cet endroit, y aurait donc un volume total de 115 m³ de scories.

Produits consommés et production métallurgique totale au mont Peney et dans la forêt du Nivolet



Au-dessus du tapis le plus au sud on peut observer une structure circulaire de 2 mètres de diamètre, constituée de pierres et de terre qui pourrait être un vestige de bas fourneau.

Vers la baraque forestière

Pour accéder à ce site, à partir de la baraque forestière du mont Peney indiquée sur la carte IGN, il faut suivre sur une distance de 300 mètres la large piste qui part à l'ouest. Arrivé à l'extrémité du pré des Maréchaux, obliquer sur la gauche sur une distance de 50 mètres en direction d'un monticule. Il s'agit en fait d'un énorme amoncellement de scories (environ 150 m³) d'une vingtaine de mètres de diamètre.
Sous les racines d'un arbre mort, mises à nu par des travaux, on peut observer un empilement de scories de 50 centimètres d'épaisseur. À cet endroit, le dôme a été entaillé par des travaux forestiers. Les scories prélevées (environ 10 m³) ont servi à remblayer et conforter la piste argileuse située en contrebas.

Au bord du sentier qui monte au Nivolet

En partant du parking de la Doria et après les granges de la Paleu, prendre à droite la piste en tranchée qui monte à la croix du Nivolet. Après 500 mètres de parcours, le sentier présente un espace plat et boueux bien caractéristique (les Gouilles). Faire 10 mètres au nord dans la végétation et l'on arrive sur un énorme tas de scories d'environ 100 m³.
Dominé par une large plate-forme envahie par la végétation, le dôme est entaillé de plusieurs tranchées dans lesquelles se trouvent des scories cordées en plaques. Il semblerait que ces entailles correspondent à des scories qui auraient été prélevées pour être transportées ailleurs. Il semblerait également qu'une petite excavation bordée par un muret corresponde à un vestige de bas-fourneau.

Sur la plate-forme ouest du Peney

Du col de la Doria prendre la piste forestière qui file à plat en direction du sud et faire 500 mètres de distance. Le tapis de scories est sur le bord ouest de la piste. Il mesure 14 x 8 mètres et représente un volume de 50 m³.
À 110 mètres plus au nord et un peu plus bas, on trouve une excavation en forme de puits vertical (orifice de 6 x 4 mètres) de 5 mètres de profondeur. Le minerai de fer a sans doute été prélevé dans cette fosse. À proximité immédiate, on note la présence d'un espace plat en forme de rectangle et couvert de charbon de bois.

Sous le terminus de la route forestière du Peney

Cent mètres avant le terminus de la route forestière du Peney, du côté nord, on trouve une plate-forme boisée large d'une vingtaine de mètres et une tranchée descendant dans la pente. Le bord ouest de cette tranchée est bordé par un dôme de scories (10 x 7 mètres) représentant un volume de 30 m³.
À 35 mètres de distance du côté ouest, le talus pentu est couvert d'un second tapis de scories (13 x 8 mètres) représentant 50 m³.
Un « sentier-terrasse » coupe ce tapis en deux parties.

Amas de scories en bordure du GR96.

Un autre amas se trouve à 40 mètres de distance plus à l'est, sous le sentier parallèle à la route forestière du mont Peney. Sur une surface de 9 x 6 mètres, il est couvert de jeunes sapins et représente un volume de 20 m³.

Quelques chiffres…

Le volume total des amas de scories découverts représente plus de 500 m³. D'après nos mesures, un mètre cube contient une tonne de scories en blocs solides.
On peut estimer que 175 tonnes de loupes de fer furent coulées dans les bas-fourneaux du mont Peney et de la forêt du Nivolet.
En supposant qu'une loupe de fer pesait en moyenne 100 kilos, ceci correspondrait à 1750 coulées de bas-fourneaux donnant au final 100 tonnes de « fer métal » produites après forgeage des objets (clous, fers à chevaux, gonds de portes, instruments aratoires…).
Un calcul indique que 6 000 tonnes de bois auraient été coupées pour alimenter les fours en charbon de bois, ce qui correspond à 150 hectares déboisés.

Le transport des lingots de fer

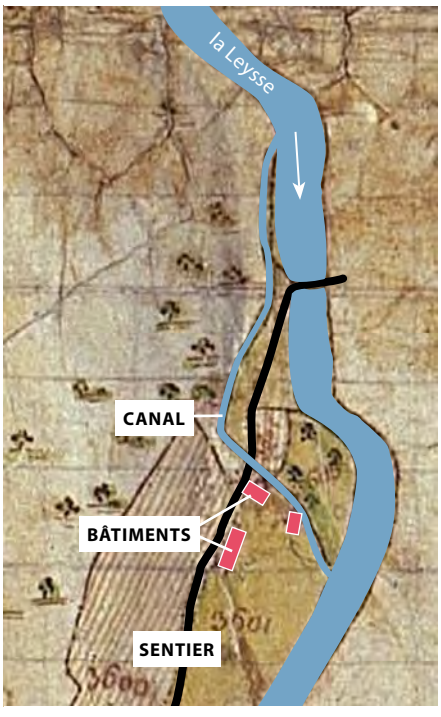
Des sites de production, il fallait descendre les lingots de fer 600 mètres plus bas au martinet de la Crouëtte pour qu'ils soient transformés dans une forge en objets utiles à tous. Entre ces 2 points, le trajet le plus direct représente environ 2 kilomètres de marche.
D'après le grand-père d'Ernest Grangeat (Jean-Pierre Grangeat, né en 1860), *les barres de fer étaient chargées sur des sortes de luges plates (les orsets) traînées au sol. Dans les parties très pentues du sentier, les lingots étaient simplement glissés dans les couloirs naturels de la montagne (les djais) au lieu-dit « la Côte ».*
Aujourd'hui des sentiers tracés sur la carte IGN n'existent pas ou n'existent plus. D'autres, très nombreux, n'y figurent pas.

Le martinet du Mas de la Martinette (ou de la Crouëtte)

Du bloc de minerai à l'objet en fer, la chaîne de traitement nécessite une trilogie : du minerai, du bois et de l'eau comme force motrice.
Un martinet est un gros marteau mis en mouvement par l'action de l'eau et destiné à frapper dans une forge des objets en fer. L'engin en question se situait dans les gorges encaissées de la Leysse à 560 mètres d'altitude, en rive droite et à 150 mètres à l'aval du moulin Pachoud indiqué sur la carte IGN. À vol d'oiseau, il est situé à 1,5 kilomètre du mont Peney.
En 1692, le martinet appartenait au seigneur Piochet de Salins de Saint-Jean-d'Arvey. À cette époque, *« il aurait rapporté annuellement 42 livres d'argent à son propriétaire exempté de taille de tout le "Mas de la Martinette" ».* Le maître de forge employé au martinet était un dénommé « Luca » venu d'Arvillard. Il était d'origine piémontaise ou autrichienne. Luca, aurait un peu plus tard, changé son nom de « Luca » en « Grangeat ».
Après avoir été entre les mains de la famille Lucca-Grangeat, le mas de la Martinette est acensé en 1749 pour une durée de 6 années à un certain Jean-Marie Guttre, un maître ferrier, lui-même natif de la paroisse d'Arvillard.

Inventaire des outils que la demoiselle de Piochet a délivré audit Jean Marie Guttre le 3 décembre 1749 :
Premièrement 2 enclumes de main, 2 enclumes de malliot et le malliot avec sa cheville et la damme, la clavière à roux de chariot, un ciseau pour couper le fer à froid, la barre de fer qui est placée à traver la grande forge, 10 tenailles tant petites que grosses avec trois mandrins et une souffre (?) pesant le tout 34 livres, 7 martods, 2 gros 5 petits pesant 28 livres, une lime, 2 rampinelles, 2 luisets un de cuivre et l'autre de fer, une trompe neuve avec ses chevallets aussy neufs, plus une autre trompe moitié usée, des platemants du maillot et son arbre presque usé avec 5 cercles de fer et les 2 paumelles avec leur lieures en fer, 2 ciseaux pour couper le fer à une begourne pesant 14 livres moins un quart, le pas de la moulle avec la bissole pesant 20 livres, plus une presse pour la grande forge pesant 8 livres…

Le site tel qu'il se présente aujourd'hui
Le site du Mas de la Martinette est un espace plat, long d'une centaine de mètres et large d'environ 25 mètres. Il est aujourd'hui occupé par une végétation dense. On peut encore y voir des traces de canaux, quelques belles pierres équarries et un vestige de digue protégeant probablement les anciennes installations des crues.
Sur la mappe sarde de 1728, sur la parcelle 3601, on distingue le canal d'amenée des eaux qui coupe le sentier qui va de la Crouëtte à Thoiry et l'ancien pont qui enjambait la Leysse. Ce pont a été détruit par une énorme crue le 11 juillet 1995. Il a été remplacé par une passerelle construite quelques dizaines de mètres à l'amont.
L'emplacement de l'ancien canal correspond à une plate-forme située en contre-haut du sentier. Un peu à l'amont, un seuil rocheux aurait été contourné par des tuyaux en bois évidés faisant office de conduite d'eau.
D'après la famille Grangeat de la Crouëtte, avant la crue de 1995, on distinguait encore les soubassements des bâtiments et des traces de charbon de bois au centre de la clairière actuellement nivelée par des travaux « modernes ».



En 2016, nous avons découvert fortuitement deux objets en fer à l'orée de l'actuelle clairière : un gond et un demi-fer à mulet, ce qui conforte la profession de maréchal-ferrant exercée par les exploitants. Les affouillements des crues ont permis de mettre au jour plusieurs blocs de scories ferrugineuses dont certains réagissent à l'aimantation. Toujours d'après les Grangeat, des scories « en plaques » étaient présentes avant 1995.

Conclusion

Dès 1409, des textes signalent une campagne de prospection minière dans le massif des Bauges (selon Nadège Garioud) qui était pauvre en minerai de fer. À l'intérieur de ce massif, le mont Peney a été un site modeste d'extraction.
Du bloc de minerai à l'objet en fer, sa chaîne de traitement avec ses charbonnières, ses bas-fourneaux et sa forge était néanmoins complète. Dans la littérature consacrée au sujet, elle n'occupe que quelques lignes mais la mémoire orale de cette industrie est encore présente chez quelques anciens des communes des Déserts et de Saint-Jean-d'Arvey.
Sur le plan historique nous ne pouvons que proposer la date de 1692. Seules, des fouilles archéologiques et des datations effectuées sur des charbons de bois et des scories pourraient nous apprendre plus.
Aujourd'hui, quelques vestiges sont encore visibles. Ils indiquent qu'une activité métallurgique ancienne, totalement oubliée, s'est déroulée sur ces lieux. Ils mériteraient d'être préservés et valorisés. Nous redoutons que, par exemple, des travaux forestiers ne viennent les détruire à tout jamais.

Pour cette étude, nous avons consacré 40 journées de prospection sur le terrain. Plusieurs personnes provenant de milieux variés nous ont apporté leur concours : chercheurs indépendants, anciens des communes, géologues, géographes, historiens, bibliophiles, bûcherons, spéléologues, ramasseurs de champignons, généalogistes. Nous les en remercions vivement.

Robert Durand

l'industrie : une histoire « made in Rumilly »

L'usine de la Compagnie Générale du Lait en 1922. Photographie Marie-François Exertier, Archives départementales de la Haute-Savoie, 72 FI 3.

[ci-dessous] Reproduction du catalogue des Jouets Mont-Blanc, Vullierme S.A. Collection Paul Vullierme.

PATRIMOINE INDUSTRIEL

La Néphaz.
Photographie Auguste et Ernest Pittier, 1899-1922. Archives départementales de la Haute-Savoie, 57 Fi 131.

Une exposition temporaire pour étudier l'histoire récente

Le musée *Notre Histoire* présente, jusqu'au 5 janvier 2019, une exposition produite à partir d'une étude menée par Éric Robert, historien d'entreprise, et jalonnée de produits phares « made in Rumilly ». À travers, une chronologie des entreprises rumilliennes de 1918 à 2008, leurs facteurs d'implantation, leurs choix pour faire face à la mondialisation, la riche histoire industrielle de la ville se dévoile. Écrans numériques, manipulations et jeux accompagnent le parcours et approfondissent le propos.

1860-1918
Une bourgade agricole et artisanale

Avant 1918, il n'y a pas d'industrie à Rumilly mais des ateliers de petites tailles dédiés à la transformation des produits de l'agriculture et de l'élevage. Le Chéran et la Néphaz fournissent la force hydraulique nécessaire pour actionner scies, pressoirs, métiers à tisser et moulins des ateliers installés sur leurs berges.
L'élevage de vaches laitières est un des pivots de l'agriculture dans l'Albanais. S'inspirant des modèles suisses et jurassiens les éleveurs mutualisent la collecte et la fabrication des fromages, seul moyen de conserver le lait. Les fruitières se multiplient autour de Rumilly. À la veille de la Première Guerre mondiale, l'Albanais dispose d'une filière laitière bien organisée sur laquelle va s'appuyer la Compagnie Générale du Lait.
La Société laitière des Alpes bernoises URSINA souhaite implanter une usine en France afin de contourner les barrières douanières et exploiter un nouveau marché. Elle crée à Bordeaux en 1917 une filiale, la Compagnie Générale du Lait. Un important cheptel laitier, un lait de bonne qualité et une organisation de la collecte déjà en place sont les raisons de l'implantation à Rumilly d'une « condenserie modèle » dédiée à la fabrication de lait concentré. En quelques années, l'usine capte une grande partie du lait produit dans le canton de Rumilly. La collecte du lait sera sans cesse améliorée sur la période.

1924
S'adapter au marché : développer les produits laitiers pour nourrissons

Le marché des pays tropicaux pour le lait condensé est fermé en 1924 à cause de modifications de la législation douanière. La Compagnie Générale du Lait doit se tourner vers le marché intérieur français pour écouler la production : le lait concentré sucré est alors positionné comme lait infantile. La Seconde Guerre mondiale et l'occupation du nord de la France provoquent le repli de la fabrication du lait en poudre Guigoz à Rumilly. L'entreprise décline plusieurs objets autour du nourrisson, en lien avec le lait, notamment des biberons.
Préparation instantanée pour petit-déjeuner à base de lait, malt, miel et cacao, le Tonimalt est produit dès 1934. Vendu dans un premier temps sur prescription médicale, ce produit va entrer dans les mœurs des consommateurs français grâce à une campagne de réclames basée sur ses bienfaits pour tous les âges.

1944-1956
Exploiter des compétences, saisir des opportunités

Le travail du métal, principalement du fer, est au cœur du métier de taillandier qu'exerce historiquement la famille Vullierme dans l'Albanais. Joseph Vullierme sort major de sa promotion de l'école nationale d'horlogerie de Cluses. C'est donc tout naturellement qu'il crée vers 1944-1945 un atelier d'objets en tôle découpée et emboutie, produisant des tubes de rouge à lèvres ou des bigoudis. Il fabrique ensuite des jouets mécaniques directement issus de ses connaissances en horlogerie. L'activité jouet, qui intègre progressivement d'autres produits que le célèbre Picotin (trains à crémaillère, véhicules, toupies), se développe sous la marque Jouets Mont-Blanc. L'entreprise profite ainsi à la fois de la dynamique de la marque Lait Mont-Blanc et d'un visuel déjà bien connu du segment.
Depuis 1956, la société Téfal a besoin d'une usine plus grande devant le succès de ses poêles antiadhésives. Les Forges de Cran, fournisseur en disques d'aluminium, propose d'en financer la construction afin de consolider ses débouchés. Téfal saisit une opportunité qui lui permet aussi de limiter les coûts de transport des matières premières. La production débute dans l'usine de Rumilly au début de 1962.

Notre Histoire, Musée de Rumilly

5 place de la manufacture
74150 Rumilly
04 50 64 64 18
contact@musee-rumilly74.fr

Ouvert du mercredi au samedi
de 14h30 à 17h30.
Fermé dimanches et jours fériés.
Fermetures annuelles du 1er au 28 août
et du 26 décembre au 1er janvier.

Boîte de Tonimalt® en carton.

Une des premières poêles Tefal.
Collection musée de Rumilly.

Construction de l'usine Téfal en 1961.
Photographie Henry Tracol,
collection Musée de Rumilly,
don Association les Téfaliens.

Conservant et développant les produits phares comme Tonimalt et le lait infantile, le Lait Mont Blanc se lance dans le développement d'autres gammes, notamment les fromages frais ou la crème dessert qui devient le produit le plus vendu de la société au début des années soixante-dix. Lait Mont Blanc étend les installations de production, automatise la mise en boîte, renforce le contrôle qualité, installe des outils de pointe et se fournit en lait normand moins cher.

Les années 1950-1960
Baby-boom et consommation : produire

La forte hausse de la natalité n'est pas le seul facteur de l'explosion du marché national du jouet dans les années cinquante et soixante. L'augmentation des revenus, déjà favorisée par la croissance dynamisée par la reconstruction, est soutenue par la progressive mise en œuvre d'un système social généralisé. Les besoins vitaux sont donc satisfaits et les ménages se tournent vers l'achat « plaisir » comme le jouet. Vullierme modernise la production dès la fin des années cinquante en utilisant les techniques d'injection plastique qui lui permettent de répondre à la demande. Il développe aussi des mécanismes à friction ou, plus tard, des objets téléguidés.

[à gauche]
Paon, jouet mécanique, Vullierme S.A.
Collection musée de Rumilly.

Reproduction du catalogue des Jouets Mont-Blanc, Vullierme S.A.
Collection Paul Vullierme.

L'entreprise devient à la fin des années 60 un des acteurs importants du secteur du jouet en France et décroche de nombreuses récompenses, comme l'Oscar du jouet pour la Jaguar type E téléguidée. Téfal connaît une hausse exponentielle de son chiffre d'affaires soutenue par les exportations (50 % du CA en 1965). Celles-ci baissent brutalement à partir de 1967. Les stocks s'accumulent. Le plan de licenciements ne suffit pas et il est nécessaire de recapitaliser. SEB rachète l'ensemble des actions en 1969. Téfal entre dans une nouvelle phase d'expansion portée par les petits appareils ménagers.

Fin des années 1970
L'ère des reconversions dans le giron des leaders mondiaux

Lait Mont Blanc qui produit essentiellement des produits lactés devient une filiale de Nestlé en 1971. L'usine est automatisée et certaines fonctions sont externalisées avec des répercussions sur les effectifs. Mais au début des années quatre-vingt, l'ensemble de la filière lait est en crise : quotas européens, tassement des ventes…
Dès 1974 avec la production du premier gaufrier, le petit appareillage ménager est un véritable succès. En 1977, l'entreprise innove et lance un nouveau concept, les repas conviviaux. Sortent un appareil à raclette puis un appareil à fondue : la tendance des repas fait fureur et s'ancre profondément dans la société. Quinze ans plus tard, 40 % du chiffre d'affaires est réalisé grâce au développement de ces produits.

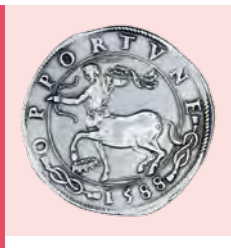
Crise économique suite au premier choc pétrolier de 1973, concurrence internationale agressive, délocalisation vers des pays à bas coût de main-d'œuvre : en 1975 le jouet français est en difficulté. Vullierme répond en diversifiant la production par l'achat de sociétés fabriquant des patins à roulettes ou des jouets en latex comme les ballons et les jouets premier âge avec la société Delacoste d'Asnières en 1981. La girafe Sophie entre dans le catalogue. Vullierme élargit aussi la gamme fabriquée à Rumilly. La marque Vulli est lancée. Les ventes flambent, y compris à l'étranger : la croissance du chiffre d'affaires est impressionnante.
Le modèle économique Vullierme s'effondre en 1984 : à la chute des ventes s'ajoutent la baisse de rentabilité et un endettement très important. Les plans de redressement ne permettent pas d'éviter le dépôt de bilan en 1989. Reprise par le groupe vosgien Alain Thirion, la marque Vulli redémarre en s'appuyant sur des valeurs sûres du catalogue : Sophie et l'Arbre Magique. La production est relancée à Rumilly. Vulli renoue avec le succès, notamment à l'international : Sophie la Girafe® est vendue dans plus de 75 pays.
Nestlé investit massivement dans le site de Rumilly afin de réorienter la production vers un produit à forte valeur ajoutée : les céréales pour petit-déjeuner. Cette réorientation, amorcée dans les années 1985-1986, devient une reconversion vers 1990 avec cessation de la production de produits lactés. C'est un choc pour les salariés comme pour la population, d'autant que le plan de restructuration prévoit de nombreuses suppressions d'emplois. Le défi est de taille mais les équipes rumilliennes réussissent. Nestlé s'associe à General Mills, leader mondial des céréales. Le site de Rumilly expédie aujourd'hui en France, Europe du sud, Afrique et Moyen-Orient.

Téfal est le principal employeur sur Rumilly et son bassin de vie. La vie sociale est au centre de toutes les attentions du territoire, que ce soit les conflits pour l'augmentation des salaires ou les inquiétudes lors d'annonce de fermetures de sites chez SEB.
Avec 170 000 m² répartis sur quatre sites pour la seule entreprise Téfal en 2000, l'industrie marque la ville de son empreinte spatiale. L'industrie façonne aussi la sociologie de la ville : la décomposition de la population active en 2008, montre une prédominance des ouvriers largement supérieure à celle des employés et à la moyenne départementale.
Dans un contexte tendu de mondialisation de la production et des marchés, le « made in Rumilly » continue de s'exporter. Sophie la Girafe®, la poêle antiadhésive et les céréales du petit déjeuner deviennent des marqueurs d'identité forts de la commune. Et quand les Rumilliens, humant dans l'air l'odeur du Chocapic®, prédisent qu'il va pleuvoir : c'est jusque dans les coutumes que l'industrie s'est installée.

Marie-Magali Bernadet
et Marie-Caroline Janand

ducs des Alpes, le théâtre des princes 1559-1697

Charles-Emmanuel Ier, ducaton en argent frappé à Turin en 1588, revers.
Collections départementales, Médaillier de Savoie.



EXPOSITIONS DÉPARTEMENTALES

La Grange batelière de l'abbaye d'Hautecombe accueille cet été la nouvelle exposition « Ducs des Alpes, le théâtre des princes, 1559-1697 » proposée par l'équipe de la Conservation départementale du patrimoine autour de l'histoire de la Maison de Savoie et réalisée dans le cadre du programme transfrontalier Interreg V-A France-Italie ALCOTRA « Les ducs des Alpes – I Duchi delle Alpi » (2016-2020).

Au fil d'une scénographie imagée et rythmée en cinq « théâtres », l'exposition « Ducs des Alpes » invite le public à parcourir une page méconnue de l'histoire et retrace l'apparition de la Modernité dans ce vaste duché, *Deçà et Delà-les-Monts*, que va marquer l'esprit du « Grand siècle ».
L'exposition est aussi un prétexte pour découvrir sites et monuments en Savoie au cœur de l'Histoire alpine et européenne. La scénographie valorise une sélection de reproductions d'œuvres d'art ou d'objets issus de musées régionaux. Les collections départementales dont celles du Musée savoisien sont mises en exergue mais aussi le patrimoine mobilier protégé au titre des Monuments historiques de la Savoie, des documents des Archives départementales de la Savoie ou d'autres institutions turinoises, nationales et européennes. Le parcours muséographique reflète l'esprit baroque et la Modernité. Les fastes de la Maison de Savoie se déploient au fil de « théâtres » illustrés : la galerie des princes, la cour, les guerres, les paysages, enfin la religion et la société.

La galerie des princes

Portraits et biographies de la galerie dynastique prétextent à la découverte des princes de la Maison de Savoie. Leurs « caractères » aux multiples facettes confrontent leurs destins au cours des événements historiques mêlant ambition et prétention à la royauté. La *Généalogie de la royale Maison de Savoye,* un arbre dynastique de prestige dessiné par Giovanni Tomaso Borgonio en 1680 pour *Madame royale* Marie-Jeanne-Baptiste de Savoie-Nemours – duchesse et régente de Savoie – rappelle le raffinement de l'art héraldique à la cour de Savoie et la force symbolique de ces énigmatiques devises.
Quatre bornes proposent aux visiteurs quelques clefs de lecture autour des *opportunes du duc de Savoye*. De profondes mutations de la société et de l'État savoyard sont à l'œuvre. Guerres de religion et Humanisme forgent les mentalités modernes. Arts, sciences et découvertes enrichissent la perception du monde des contemporains. La Réforme protestante et la Réforme catholique tridentine bouleversent la Civilisation chrétienne occidentale de la seconde moitié du XVIe siècle :
Après la fameuse victoire de Saint-Quentin du duc Emmanuel-Philibert de Savoie (1554-1580) contre la France à la tête des armées impériales en 1557, la restitution des États de Savoie au traité du Cateau-Cambrésis en 1559 ouvre leur modernisation.

Portraits du duc Charles-Emmanuel Ier de Savoie et de son épouse Catherine Michelle de Habsbourg. Anonyme, huile sur toile, fin du XVIe – début du XVIIe siècle. Collections Fondation d'Hautecombe, anciennes collections royales, mobilier inscrit au titre des Monuments historiques.

Quatre partenaires se sont réunis pour porter le projet de coopération transfrontalière Les Ducs des Alpes

Le *Département de la Savoie*, la *Fondation d'Hautecombe*, le *Fondo Ambiente Italiano (FAI)* et l'association *Le Terre dei Savoia* mènent des actions en réseau autour de sites historiques emblématiques de l'ancienne Maison de Savoie :
l'abbaye d'Hautecombe en Savoie, le château des ducs de Savoie à Chambéry, les châteaux de Racconigi et de La Manta en Piémont.
Ce projet de coopération transfrontalière invite le public à parcourir les deux versants des Alpes à la découverte du patrimoine et de l'histoire européenne.
Les actions du programme comprennent :

- La restauration d'éléments patrimoniaux essentiels à la visite et à la compréhension des monuments
- L'organisation d'actions communes de promotion culturelle et touristique des sites,
- La réalisation d'expositions départementales et transfrontalières
- Le développement d'outils interactifs communs d'aide à la visite et de mise en réseau de l'information aux moyens des nouvelles technologies.

Ces actions ont pour objectif de développer l'attractivité culturelle et touristique des territoires autour de hauts lieux historiques et sont complémentaires à la mise en valeur des *Residenze Sabaude*, les anciens châteaux et palais bâtis par la Maison de Savoie en Piémont, labellisés au titre du Patrimoine mondial de l'Humanité par l'UNESCO en 1997.

Portrait équestre du jeune Charles-Emmanuel II et de Christine de France, duchesse et régente de Savoie. Gravure de Georges Tasniere, vers 1670, d'après une peinture de Balthazard Mathieu. Collections départementales, Musée savoisien.

Le « temps nébuleux » des « Opportunes » autour de la personnalité du duc Charles-Emmanuel Ier (1580-1630) est évoqué par la devise « Opportune » du jeune duc et sa rivalité avec les rois de France Henri IV puis Louis XIII. [1]

Une mise en scène évoque les enjeux dynastiques de l'historiographie pour la Maison de Savoie autour de la *Chronique de Savoye* de Guillaume Paradin (1552-1561) et de Jean de Tournes (1602), du manuscrit *Serenissorum Sabaudiae principum ducumque statutae rerumque gestarum* (1572) de Philibert Pingon, de *l'Amédéide* (1586) d'Alphonse Delbène, abbé commendataire d'Hautecombe, de l'*Histoire généalogique de la royale maison de Savoye* de Samuel Guichenon (1660).

De la première carte du duché de Savoie en 1556, à la grande carte des États de Madame royale en 1682, aux éditions hollandaises et françaises, la cartographie des États de Savoie révèle l'importance des cols alpins et les progrès de la Géographie dans l'Europe des XVIe et XVIIe siècles.

Une frise chronologique et dynastique illustrée retrace l'histoire singulière de la Maison de Savoie de l'an mil à la période contemporaine et situe dans le temps les règnes des ducs et les grands événements de la période moderne.

À la cour de Savoie, le théâtre des arts

Le théâtre des arts entremêle architecture, peinture, sculpture, musique, danse, poésie et belles-lettres, frontispices allégoriques, « théâtre de machines », décors scéniques et architectures éphémères, art héraldique. « Art des emblèmes », « arts mécaniques » et « arts libéraux » célèbrent l'apparat baroque de la Maison de Savoie lors des fêtes de cour : noces, baptêmes, funérailles, entrées de ville, ballets et banquets anniversaires, carrousels, chasses et ambassades. Le Père jésuite Claude François Menestrier (1631-1705), Philippe Saint-Martin d'Aglié (1604-1667), Grand maître de l'Hôtel de Savoie, Maréchal de camp – général de Savoie, Conseiller d'État et Surintendant des Finances de Savoie et Giovanni-Tomaso Borgonio (vers 1620-1691), Maître aux écritures, peintre, dessinateur et ingénieur, François Cuénot, architecte, dessinateur et sculpteur (1616-1686) sont les concepteurs les plus imaginatifs des fêtes princières inspirées des « formes nouvelles » du traité « Il cannocchiale aristotelico » (1670) du Père jésuite Emanuele Tesauro (1592-1675) :

Le ballet *Ercole e Amore*, dansé au château de Chambéry en 1640 et le banquet-ballet *Dono del Re del'Alpi*, donné au château de Rivoli en 1645 pour les anniversaires de Christine de France, duchesse et régente de Savoie ainsi que les fêtes des noces du duc Charles-Emmanuel II avec Françoise d'Orléans en 1662 puis avec Marie-Jeanne-Baptiste de Savoie-Nemours en 1665, données à Chambéry ou encore le carrousel *Gli Hercoli domatori de mostri et amore domatore degli Hercole* des noces d'Henriette Adelaïde de Savoie avec le prince Ferdinand Marie de Wittelsbach en 1650 à Turin retracent ces riches hétérotopies ou « miroirs » des princes.

Les chantiers des nouvelles résidences ducales, à Turin et en Piémont, confiés aux architectes ducaux tels Carlo et Amedeo di Castellamonte ou Guarino Guarini, accueillent artistes de renom et maîtres artisans. Les modèles marqués par les influences françaises, espagnoles, italiennes se diffusent parmi les élites des provinces. La commande du prince pour meubler palais et châteaux, constituer des collections d'art, est aussi une revendication de prestige et une aspiration à l'obtention d'une royauté effective tant attendue.

Le théâtre des guerres, guerres et paix en Europe

Le théâtre des guerres met en scène les conflits impliquant le duché de Savoie entre 1580 et 1696. Les trois « Opportunes » du duc de Savoie Charles-Emmanuel Ier – Coup de Saluces, Escalade de Genève et guerres de succession du Montferrat – rappellent le destin tumultueux des États de Savoie qui se joue, se dessine, s'imagine autour de la maîtrise des cols sur la route d'Italie. Ce territoire est revendiqué et disputé, à l'échelle alpine et européenne.

Aux mythes opposés de la « Grande Allobrogie » de Charles-Emmanuel Ier et du « Grand Dauphiné » de François de Bonne de Lesdiguières, succèdent les prétentions royales et italiennes de Victor-Amédée Ier, Charles-Emmanuel II et Victor-Amédée II, les régences de « Madame royale », Christine de France puis Marie-Jeanne-Baptiste de Savoie-Nemours :

fronde, guerres de religion et de succession sont autant de théâtres guerriers, religieux, politiques et diplomatiques enchevêtrés, confrontant les puissances européennes dominantes, la France, l'Espagne, l'Angleterre, les Provinces unies et le Saint-Empire. La Maison de Savoie conserve et accroît ses états par un jeu circonstancié d'alliances et de renversements d'alliance.[2]

Armet de siège dit « savoyard », fer forgé, début du XVIIe siècle. Collections départementales.

Chaque conflit s'achève par une résolution diplomatique liant les Savoie aux plus grandes cours d'Europe au fil des traités de paix et des alliances matrimoniales.[3]

Aux tactiques de la guerre en montagne, répond l'art de la fortification bastionnée. Son adaptation au relief alpin est développée par les ingénieurs piémontais et italiens en réponse au progrès des armes à feu et de la balistique. Traités théoriques et atlas militaires manuscrits des collections des ducs de Savoie recueillent nombre de projets de forteresses et de citadelles « à la moderne » et retracent cette évolution. Une place particulière est donnée à la mise en scène d'une maquette épure didactique de la grande forteresse de Montmélian réalisée pour cette exposition d'après la copie du plan-relief dont l'original (1692) est conservé au Musée des plans-reliefs aux Invalides.

Le théâtre des Alpes et le *Theatrum Sabaudiae*

L'art du paysage doit beaucoup aux travaux des ingénieurs-topographes militaires utilisant la perspective cavalière pour la description des places-fortes et de leurs « gouvernements » mais aussi aux récits de voyageurs sur la route d'Italie et aux leçons de Géographie des Pères jésuites, précepteurs des princes. À *la Topographie françoise* de Claude Chastillon, aux vues topographiques du Père jésuite Étienne Martellange, de Simon Maupin, peintre, ingénieur et architecte du roi ou de Jean de Beins, ingénieur du roi, géographe et « fortificateur », répondent les ingénieurs et dessinateurs ducaux comme Ercole Negro ou Giovanni Tomaso Borgonio. L'art du dessin topographique sert le prestige des princes en décrivant « au vray » les premiers paysages de Savoie dont les vues à vol d'oiseau sont idéalisées, gravées en planches publiées en atlas ou théâtres comme faire-valoir, tel le prestigieux *Theatrum Statuum Regiae Celsitudinis Sabaudiæ Ducis Pedemontii Principis Cypri Regis* entrepris dès 1657 et publié à la commande de Marie-Jeanne-Baptiste de Savoie-Nemours en 1682, objet de plusieurs rééditions en Hollande.

Allégorie de la Savoie, planche du *Theatrum Sabaudiae*. Archives départementales de la Savoie.

La réunion des Trois Ordres.
Peinture, anonyme, huile sur bois, fin du XVIe siècle.
Musée savoisien, dépôt objet mobilier classé Monument historique.

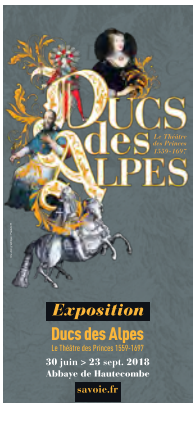
Le théâtre de la foi, une société chrétienne

Les réformes protestantes et la réforme catholique tridentine constituent une profonde mutation de la société chrétienne bouleversant religiosité, pratiques cultuelles et croyances. La Maison de Savoie, protectrice du Catholicisme, s'oppose à la république calviniste de Genève et à l'expansion du Protestantisme. Charles-Emmanuel Ier soutient la Sainte Ligue en Provence. La reconversion du Chablais, des bailliages de Gaillard et Ternier gagnés au Protestantisme offre un rôle de premier plan à saint François de Sales dans la Réforme catholique comme évêque de Genève (1602- 1622) et fondateur de l'Ordre de la Visitation (1610-1613) avec sainte Jeanne de Chantal et la Mère Marie-Jacqueline Favre. D'autres personnalités, comme la Mère Thérèse de Ballon, fondatrice de l'Ordre des Bernardines, Marie-Liesse de Luxembourg, fondatrice du Carmel de Chambéry sont à l'origine de l'essor d'ordres monastiques réguliers nouveaux ou réformés dans les villes savoyardes de la première moitié du XVIIe siècle. Le Père Chérubin de Maurienne et ses Capucins organisent des missions autour de fondations conventuelles dans les bourgs alors que les évêques réformateurs imposent au clergé séculier les nouveaux modèles pastoraux tridentins dans toutes les paroisses des vallées.

La lutte contre les hérésies est marquée par la répression du Valdéisme en Piémont sous la régence de Christine de France. Le duc Victor-Amédée II concédera compromis et édit de tolérance en 1694 après l'épisode de « La Glorieuse rentrée » des Vaudois en 1689 dans le contexte de la Révocation de l'édit de Nantes (1685).

Aux rigueurs du quotidien [4] répondent les pratiques religieuses votives comme le culte des saints populaires intercesseurs et protecteurs, les théâtres religieux de la Passion ou des martyres des saints mais aussi les confréries de piété, la multiplication des fondations de chapelles, la création de sanctuaires mariaux. La commande de somptueux retables baroques par les communautés de montagne - qui ornent aujourd'hui encore la plupart des églises des vallées savoyardes - exprime cet élan dans la seconde moitié du XVIIe siècle. Des ateliers d'artistes peintres, sculpteurs et artisans doreurs locaux développent un art baroque religieux populaire qui diffuse les modèles iconographiques tridentins mais réinterprètent aussi le culte des saints protecteurs agraires et les croyances ancestrales de la culture alpine.

La modernisation des États de Savoie se concrétise par l'institution du *Sénat de* Savoie et de la *Chambre des comptes de Savoie*, en cours souveraines en 1560, par le transfert de la capitale princière à Turin en 1563 puis l'institution de la *Chambre des comptes de Piémont* en 1577. Des réformes administratives sont tentées : réforme monétaire (1562), réforme fiscale de la Taille (1600-1635) et institution des Étapes (1607). L'*Office d'abondance* (1633) s'efforce de promouvoir foires, fabriques, artisanat et commerce, exploitation des ressources naturelles des Alpes. Au cours du XVIIe siècle, la Maison de Savoie aménage des itinéraires transalpins dont le défilé des Échelles et la route du col du Mont-Cenis, confirmant ainsi son destin européen.



Médiation et numérisation

Une offre de médiation propose des parcours de visite des « théâtres » adaptés aux différents publics sous forme d'ateliers ludiques animés par des médiatrices autour d'un jeu de l'oie conçu spécifiquement pour l'exposition sur l'idée des jeux du XVIIe siècle.

Une numérisation 3D expérimentale de la muséographie des expositions « Par monts & châteaux », 2016 et « Ducs des Alpes », 2018 est envisagée dans la perspective d'échanges transfrontaliers pour partager contenus scientifiques et didactiques avec les sites partenaires du programme ALCOTRA « Les ducs des Alpes – I Duchi delle Alpi ».

Au Château des ducs de Savoie, la muséographie des salles de l'ancienne Chambre des comptes sera rénovée en 2019-2020 pour renouveler le parcours didactique « Le château, la Savoie, dix siècles d'histoire » et valoriser le monument historique auprès du public.

Philippe Raffaelli

Notes

1. « *Or doncques en ce temps nébuleux, il fit… dépeindre un Sagittaire tirant à la volée de l'arc tendu… y avoit (pour devise) ce mot : Opportune, qu'il veut que chacun lise, Comme s'il entendoit dire : Voici le temps, il faut qu'ores j'y tire et m'y fourre dedans* ».

2. Guerre de Provence et du Dauphiné (1589-1597), guerre contre Genève (1589-1602), guerre contre la France (1600) puis guerres de succession du Montferrat (1613-1617) et (1629-1630) dans le contexte de la Guerre de Trente ans, fronde des princes (1640-1648), guerre de la ligue d'Augsbourg (1688-1697)

3. Traité de Cateau-Cambrésis (1559), traité de Bourgoin (1595), traité de Vervins (1598), traité de Lyon (1601), traité de Saint-Julien (1603), traité d'Asti (1614), traités de Cherasco (1631), traité de Rivoli (1635), traité de Turin (1696) et paix de Ryswick (1697)

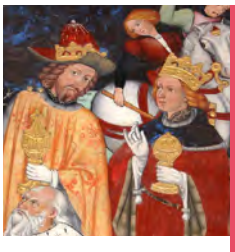
4. Dans leur vie quotidienne, les Savoyards subissent rigueurs climatiques du Petit âge glaciaire, passages de troupes et dégâts dus aux guerres, récoltes aléatoires et épizooties, chertés et disettes, pestes. Le corporatisme, le mercantilisme et le poids de l'impôt confrontent cette société d'ordres essentiellement rurale et montagnarde aux difficultés économiques récurrentes. L'agropastoralisme des communautés de montagne est une économie de subsistance saisonnière, celle de l'émigration hivernale, du colportage et des échanges commerciaux par les routes muletières des cols et passages alpins.

Un aperçu de l'exposition à la Grange batelière de l'Abbaye d'Hautecombe.
Scénographie Isabelle Fournier.

Maquette épure de la forteresse de Montmélian lors du grand siège de 1690-1691.
Conception et réalisation Isabelle Fournier.

la chapelle Saint-Sébastien de Val Cenis Lanslevillard fête ses 500 ans

Rien ne laisse penser que ce bâtiment d'allure si rustique abrite un tel trésor d'art sacré. À l'intérieur, les murs sont entièrement couverts de peintures murales d'une fraîcheur remarquable malgré leur âge, qui fourmillent de détails de la vie quotidienne au XVIe siècle.
On ne sait pas exactement quand la chapelle Saint-Sébastien a été édifiée car les historiens ne disposent d'aucun document. Une première date, 1446, gravée sur une pierre pourrait être celle de sa construction. Une seconde, 1518, peinte sur un caisson du plafond serait celle d'une restauration des peintures. Tout l'été, les guides du Pays d'Art et d'Histoire des Hautes Vallées de Savoie proposeront des visites commentées et offriront au visiteur les clés de compréhension de ce patrimoine hors du commun.



Lanslevillard, chapelle Saint-Sébastien.
Peintures murales, cycles de la Vie du Christ et de la Vie de saint Sébastien, fin du XVe siècle.
Propriété de la commune.
Ces peintures murales ont été parmi les premières œuvres classées Monuments historiques en Savoie, le 9 juin 1897.

La chapelle Saint-Sébastien sera à l'honneur cet été !

Du 4 juillet au 26 août 2018, la commune de Val Cenis organise en partenariat avec la Fondation Facim une grande commémoration où festivités et animations permettront de découvrir les magnifiques peintures murales mais aussi des aspects de la vie quotidienne et spirituelle de l'époque.
Le programme de ces deux mois de festivités est particulièrement riche.
Les « Surprises baroques » seront un des temps forts de l'été. Lors de ces visites scénarisées inédites de l'église Saint-Michel à Lanslevillard (Val Cenis), une guide, un comédien et une musicienne emmèneront le visiteur dans une découverte décalée de l'art baroque et des trésors cachés de l'église.
La vie spirituelle des paroissiens de Lanslevillard était intense. Elle était régulièrement mise en scène au cours de « mystères », théâtre religieux sur la vie du Christ et des saints. Une soirée mêlant initiation aux peintures murales racontant le *Martyre de saint Sébastien*, chant choral et lecture d'extraits du mystère de la « Dioclétiane » fera revivre au public la fameuse représentation donnée en 1590 par les habitants du village.
Le côté ludique de cet anniversaire est également mis en avant. Des visites-jeux ou encore la création d'un tableau vivant éphémère vont permettre au jeune public et aux familles de découvrir à leur tour cette véritable « bande dessinée ».
Lors d'ateliers animés par une restauratrice en décors peints et guide-conférencière, chacun exprimera son talent créatif en réalisant sa propre fresque.
La gastronomie médiévale était riche de saveurs auxquelles nos palais ne sont plus habitués. Les recettes créées en 1420 par le célèbre Maître Chiquart, maître queux du premier duc de Savoie Amédée VIII, raviront nos papilles le temps d'une conférence-dégustation.
Enfin, les personnes à la recherche d'une approche plus en lien avec la liturgie pourront participer aux lucernaires, de très anciennes traditions de prières communautaires du soir. Début août, Mgr Ballot, Évêque de Maurienne et de Tarentaise animera une célébration.

Marion Kern et Jean-François Durand

www.haute-maurienne-vanoise.com
www.fondation-facim.fr

La chapelle Saint-Sébastien, à plan rectangulaire, située sur un promontoire, à l'entrée de l'ancien village médiéval, est ornée d'un ensemble monumental de peintures murales de la fin du XVe siècle. Les scènes de la vie du Christ se développent en 36 panneaux historiés sur deux registres et celle de la vie de saint Sébastien, en 17 panneaux sur trois registres superposés. Chaque scène prend place dans un panneau comportant une légende en latin ; quelques phylactères les ponctuent à la manière des manuscrits enluminés. Le cycle de la *Vie du Christ* témoigne de l'importance de la *Passion du Christ* dans la dévotion des communautés de montagne à la fin du Moyen-âge autour du théâtre religieux. Le cycle de la *Vie de saint Sébastien* ou *Dioclétiane* – saint Sébastien et saint Roch sont les saints intercesseurs les plus invoqués contre la peste et nombre de chapelles ont été édifiées sous leurs vocables dans les Alpes – aurait été commandé par un certain Sébastien Turbil, d'après la tradition orale, un donateur rescapé d'une épidémie de peste. La narration hagiographique s'inspire de *La Légende dorée* de Jacques de Voragine.
Ces deux cycles exceptionnels datables de la fin du XVe siècle ou du tout début du XVIe siècle sont proches de ceux de la Chiesa San Pietro di Pianezza et de la Chiesa del Cimitero di San Maurizio Canavese en Piémont. Celui de la vie du Christ possède aussi des correspondances avec les peintures murales de la vallée de Suse et de la chapelle Saint-Antoine à Bessans.

Fresque ou pas fresque ? Questions-réponses à bâtons rompus

Aujourd'hui plusieurs professionnels s'interrogent sur les techniques d'exécution des peintures de la chapelle Saint-Sébastien. Peinture a fresco, *à la fresque ? Peinture* a tempera, *à la détrempe ? Armelle Filliol, vous connaissez bien ces peintures, en tant que restauratrice de décors peints, formée aux techniques et mise en œuvre de peintures anciennes, qu'en pensez-vous ?*
Les données actuelles se basent sur une thèse de Marguerite Roques publiée en 1961 [1] affirmant que « les décors sont réalisés principalement à la détrempe ». Or une observation « archéologique » du décor fait apparaître que :
– Sur le mur ouest et sud la présence de la « *sinopia* » apparaît suite à des remontées d'humidité qui ont altéré les peintures (soufflage et sels) Cette *sinopia* est réalisée comme traditionnellement à l'époque sans *poncif,* ni « *spolvero* », l'esquisse est réalisée à main levée directement sur *l'intonacco.*
– Intervient ensuite la mise en place du décor architectural grâce aux principaux tracés (obliques, horizontaux et verticaux) servant à positionner l'esquisse sur le mur.
Une centaine de ces incisions réalisées à même l'enduit, encore humide et souple, à l'aide de pointes plus ou moins épaisses, clou, lames, pointes et impression de traces des cordeaux et cordelettes dans le bâti principal, témoignent de cette étape.
En 1961, Marguerite Roques a sans doute analysé les peintures murales avec les connaissances de cette époque ; en effet la technique de la fresque était une technique très peu utilisée, nous en avions oublié la gestuelle et la maîtrise des matériaux, c'est peut-être pour cela qu'elle parut aux spécialistes comme étant difficile à réaliser, notamment pour les décors de modestes chapelles alpines. Aujourd'hui en analysant archéologiquement ces peintures, nous pouvons constater que toutes les étapes d'une mise en œuvre « *a fresco* » sont présentes.
Le fait de travailler sur un support humide et soumis à des variations hygrométriques nécessite de peindre par étapes sur un temps court, on réalise des « *giornate* » qui sont les surfaces que l'on peut peindre en une journée, temps nécessairement limité par le durcissement de « *l'intonacco* », mortier de sable et de chaux. Ces « *giornate* » sont visibles sur les murs de la chapelle, elles indiquent toutes les étapes de réalisation du décor monumental, de même que les incisions qui ont permis de construire les esquisses des architectures et des paysages.

Et ces couleurs, notamment ce bleu ? D'où viennent ces pigments ?
La question des couleurs est complexe, le symbolisme étant différent selon les époques. La symbolique diffère pour chaque civilisation, ce qui est certain en revanche c'est que l'utilisation des pigments est essentiellement guidée par leur coût. Dans la chapelle Saint-Sébastien, elles n'ont pas été formellement analysées mais nous pouvons raisonnablement penser que toutes les teintes chaudes proviennent d'ocres naturelles peu coûteuses et faciles à extraire. Il est moins évident de connaître la provenance des bleus et des verts : azurite, malachite ou bleu indigo ? Nous savons que le bleu outremer tiré du lapis-lazuli est très rarement utilisé car extrêmement rare et cher au XVe siècle. Ces pigments ne sont pas compatibles avec une utilisation à fresque, c'est pour cela qu'ils sont isolés des mortiers de chaux par une sous-couche : ici dans la chapelle par un fond noir et terre d'ombre. Les bleus et verts étant utilisés à la détrempe ce qui explique leurs dégradations plus importantes.

Comment sont mis en couleurs les architectures et les drapés ?
La technique de la fresque met en œuvre une série d'étapes bien définies : pose de *l'intonacco*, réalisation des *poncifs* et de la *sinopia*, pose du *verdaccio* pour les modelés du visage et des carnations, mise en couleur des fonds pour les architectures et drapés, mise en place des ombres et lumières, cernage, et enfin pose de la *pastiglia* et dorures des auréoles et ornements étapes réalisées « a secco ». Ces étapes classiques de la peinture à fresque sont bien visibles dans la chapelle notamment grâce à la dégradation de certains panneaux.
L'usure laisse apparaître la mise en œuvre de l'esquisse et de la *sinopia.*

On peut noter la présence de panneaux peints successivement, pouvez-vous nous dire comment ces artistes organisaient leur travail ? Pourquoi les enduits paraissent si fins ?
Les peintres travaillaient à partir de catalogue de gravures utilisées successivement de chapelles en chapelles, les grands thèmes de la liturgie et leurs symboles les plus courants étaient régulièrement utilisés, mais les commanditaires de ces œuvres souhaitaient parfois des adaptations qui soient représentatives de leurs modes et lieux de vie, ainsi nous pouvons constater dans la chapelle Saint-Sébastien la présence de paysages montagneux enneigés ou l'illustration d'un jambon dans une scène de repas… ainsi après préparation grossière des murs avec de la main-d'œuvre locale et des matériaux tirés de l'environnement immédiat : eau, sable de rivière et chaux ils préparaient *l'ariccio* : mortier grossier, avant de peindre ils fabriquaient un mortier fin : *l'intonnacco* (celui qui reçoit les tons) qui doit être aussi lisse qu'une surface de papier ou de toile. Sur ce support ils réalisaient les incisions éléments de construction des architectures figurées, et en toute fin, la pose des couleurs broyées à l'eau.

Qui étaient ces artistes ? Retrouve-t-on des œuvres comparables ailleurs ?
Les études et la restauration de la Chiesa Plebana à San Maurizio Canavese attestent d'un décor réalisé par l'atelier Serra ; un acte de paiement daté de

1495 destiné aux peintres ayant réalisé le cycle de la vie du Christ est attesté. Dans la chapelle Saint-Sébastien même en l'absence d'archives, la similitude de facture et des gammes chromatiques est frappante. Elles correspondent aux décors réalisés dans la Chiesa Plebana. Le modelé des visages, la composition des architectures, la représentation des matériaux (boiseries, sols, rochers…) et les parements des habits et drapés (fausse fourrure…) sont en tous points semblables. La composition et l'agencement de la scénographie sont aussi un point de comparaison, de même que le registre décoratif : encadrement des scènes, et réalisation des acanthes… il est donc fort probable que Bartolomeo Serra soit intervenu dans la chapelle Saint-Sébastien antérieurement à la Chiesa Plebana.

Vous pensez donc que ces artistes ont utilisé la technique de la fresque parce qu'ils la maîtrisaient parfaitement ?

À cette époque ce procédé n'est qu'une adaptation des techniques de maçonnerie qui utilisent déjà la chaux, le sable et l'eau, matériaux peu onéreux et surtout disponibles aux alentours des villages. L'analyse des décors de San Maurizio Canavese atteste d'une réalisation à fresque. Les analyses le confirment et la restauration de ces décors s'est basée sur cette technique en vue de leur réintégration picturale, ce qui est également le cas pour la chapelle Saint-Sébastien, restaurée en 1994.
Les conservateurs et restaurateurs de ce bâtiment se sont également basés sur une technique à fresque, cela rejoint logiquement une mise en œuvre parfaitement maîtrisée par les compagnons-peintres de l'époque. Lorsqu'une technique de peinture peu coûteuse et domestique est utilisée avec succès, il n'y a pas de raison pour que ces compagnons changent subitement de mode opératoire pour peindre dans un bâtiment qui présente les mêmes caractéristiques de taille de support et d'environnement.

Donc pour en avoir le cœur net, il faudrait une étude archéologique avec une recherche en stratigraphie et une analyse des minéraux et pigments utilisés ?

Évidemment une analyse physico-chimique serait utile, elle permettrait de déterminer la nature des pigments utilisés, mais aussi de déterminer la nature des liants notamment pour les parties de décors réalisés en détrempe : détails des visages et fonds bleus et verts par exemple. Il n'en demeure pas moins que sans protection, des peintures à la détrempe n'auraient pas supporté pendant plus de 500 ans, les affres des usures et dégradations liées à l'humidité, au gel, aux moisissures, aux UV. Seule une technique *a fresco* est susceptible d'être aussi pérenne dans le temps. Peut-être aurons-nous un jour les moyens de réaliser ces études ? En attendant, nous pouvons d'ores et déjà communiquer plus précisément et différemment sur les techniques de peinture murale et peut-être réenvisager le travail des peintres au XVe siècle.

Armelle Filliol
interviewée par Sylvie Gotteland

Note

1. « Les apports néerlandais dans la peinture du sud-est de la France » et thèse complémentaire « Les peintures murales du sud-est de la France / Les peintures murales du Moyen Âge en Savoie » in *Actes du 85e Congrès des sociétés savantes de Savoie*, Annecy-Chambéry, 1960.

Petit lexique

Peinture à la fresque
Technique de peinture murale exécutée sur un support frais (humide) constitué de sable fin et de chaux aérienne. Le pigment de couleur est mélangé à de l'eau afin de ne faire qu'un avec le mortier de chaux, et devenir une partie intégrante de la paroi. C'est un phénomène physico-chimique, la carbonatation, qui permet une fixation (cristallisation) des pigments purs sur l'enduit.

Peinture à la détrempe
Un liant organique en émulsion (colle de peau, de nerf, d'os, caséine, gomme ou encore œuf) est mélangé à un pigment délayé dans un peu d'eau. Mais ce type de peinture se dégrade facilement à l'humidité ambiante et aux effets de la chaleur qui accélère l'évaporation de l'eau et provoque un ternissement. Pour garder l'éclat des couleurs, les artistes procédaient généralement à l'application d'un glacis.

Sinopia
Couleur rouge, voisine de la sanguine, obtenue par une espèce particulière d'oxyde de fer et provenant sans doute de la région de Sinope, sur la mer Noire. Déjà employée dans l'Antiquité, la *sinopia* était, d'après Pline, le seul rouge connu des Anciens.
Utilisée pour l'exécution des dessins préparatoires de mise en place.
Ce mode de préparation sera abandonné au profit du dessin piqueté.

Poncif
Calque à petits trous qui permet de reporter un dessin préparatoire vers une surface à peindre. Le poncif, posé sur le support, est tamponné à l'aide d'un petit sachet de toile empli de poudre de charbon de bois.
La poudre passe au travers des trous du poncif et reporte le motif sur la pièce à décorer.
Ce tracé fantôme sert de guide au peintre pour exécuter son décor.
La technique de transfert avec un poncif et du charbon en poudre est parfois nommée *spolvero*.

L'intonaco
Élément qui supporte l'ensemble de la fresque. Il est composé d'une pâte faite de sable fin, de poudre de marbre ou de très fine pouzzolane, de chaux et d'eau. En séchant, la chaux de l'*intonaco* passe de l'état d'hydrate de calcium à celui de carbonate de chaux, formant une pellicule résistante qui protège les pigments.
La couleur est obligatoirement étalée sur l'*intonaco* encore humide et donc frais.
La couleur, d'origine minérale, est préparée chaque jour avec de l'eau. Au bout de trois mois les couleurs prennent leur ton définitif.

Pastiglia
Pâte fine de chaux posée à sec qui sert à créer les volumes sous la dorure pour les ornements et auréoles.

la Christine : une centrale sentinelle

patrimoine hydraulique

Inauguration de la Christine rénovée, le 13 juin 2015.

INVENTAIRE DU PATRIMOINE HYDRAULIQUE

Installé au bord de la route nationale, à l'entrée de la Maurienne, il est difficile de passer à côté sans remarquer ce beau bâtiment industriel des années 1930 qui à la nuit tombée se nimbe de lumière. C'est la centrale de la Christine qui turbine les eaux de l'Arc. Telle une sentinelle postée, elle annonce les nombreux ouvrages hydrauliques qui se succèdent au-delà et incarne le lien historique qui unit la vallée et l'hydroélectricité. Entièrement rénovée en 2015, La Christine est ouverte au public à l'occasion des Journées européennes du patrimoine.

Une histoire mouvementée

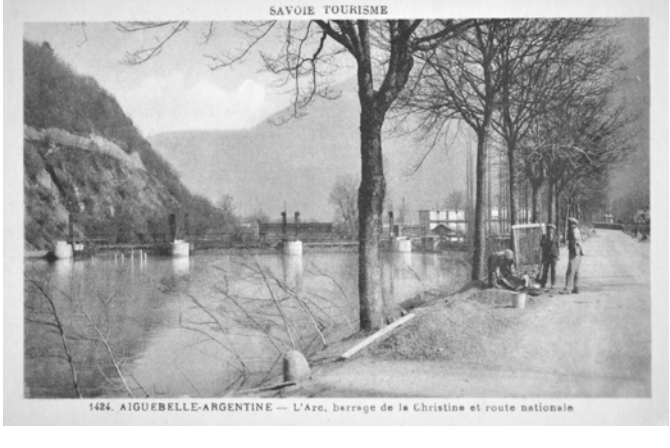
Si le début du XXe siècle est une période très favorable à la construction de centrales hydroélectriques, certaines ont plus de mal à voir le jour que d'autres. C'est le cas de la Christine. Tout commence le 31 octobre 1917, lorsque la Société française de Fonderies et Aciéries Électriques dépose une demande d'autorisation pour construire une centrale utilisant l'eau de l'Arc, à Argentine au lieu-dit le Champ de la Christine. Cette jeune société fondée un an plus tôt, exploite une usine d'aciérie et de fonderie à la Pouille sur la commune d'Aiguebelle. Le 23 décembre 1918, un décret du président de la République, Raymond Poincaré, autorise l'aménagement de la chute de la Christine. Le chantier commence par le creusement du canal d'amenée d'eau mais dans le contexte troublé de la fin de la guerre, il va rester en suspens pendant plusieurs années.

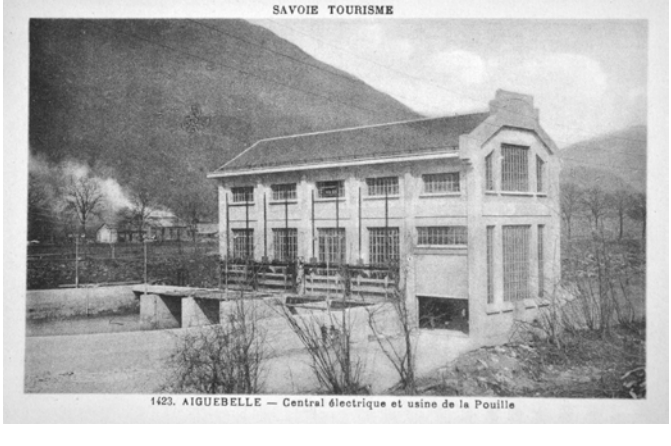
En 1925, la Société de Fonderies et Aciéries Électriques décide de le relancer. Malheureusement, le décret de 1918 est déclaré caduc car les travaux n'ont pas été réalisés dans les temps.

Par ailleurs, une nouvelle loi intervenue le 16 octobre 1919, place désormais sous le régime de la concession les centrales dont la puissance excède 500 kilowatts[1]. Il faut reprendre les démarches administratives depuis le début… d'autant que le projet a évolué. En 1927 et 1928, la Société dépose de nouveaux dossiers qui incluent des modifications concernant le barrage et la centrale dont la puissance a augmenté. Sur place, le chantier de gros œuvre mené par l'entreprise Léon Grosse, avance. La centrale est achevée en 1930. Enfin, par décret du 7 février 1934, elle est officiellement autorisée et concédée à la Société de Fonderies et Aciéries Électriques.

Mais la suite de l'histoire de la Christine, à l'image des eaux de l'Arc, est loin d'être un long fleuve tranquille. Le 15 mai 1944, il est 22h30 lorsqu'une puissante détonation retentit dans la vallée. C'est la centrale qui vient d'être sabotée. Des explosifs

Vue du barrage et de la centrale dans les années 1930.
Collection particulière M.-A. Podevin.





Vues de la salle des machines de la Christine

une centrale unique en Savoie

Achevée en 1930, la centrale de la Christine possède toutes les caractéristiques architecturales de cette période qui célèbre la gloire de l'industrie en pleine expansion. Construite au-dessus du canal d'amenée d'eau, avec sa nef de béton, ses hautes baies et son fronton qui lui donnent des allures de « cathédrale industrielle », elle n'a rien à envier à sa consœur de Bissorte construite à la même époque. Mais le plus remarquable se trouve à l'intérieur, invisible sous le beau damier noir et blanc du carrelage de la salle des machines. Il s'agit de deux turbines Kaplan construites par l'Atelier des Charmilles (Genève) qui tournent depuis près de quatre-vingt-dix ans. Ce type de turbine, adapté aux centrales de basse chute [5], a été mis au point par l'ingénieur autrichien Victor Kaplan en 1912. Mais des problèmes techniques vont suspendre son développement qui reprendra en 1926 grâce aux solutions apportées par une société suédoise. Installées dès 1928-1929, les Kaplan de la Christine sont un véritable pari pour l'époque car leur fiabilité est alors contestée dans le milieu de l'hydraulique. Elles figurent d'ailleurs parmi les toutes premières turbines de ce type à être installée en France où elles se sont largement répandues depuis. En Savoie, il n'en existe pas d'autres. Une récente technologie sœur mise au point par l'ingénieur français Jacques Fonkenell permet désormais d'équiper de très basses chutes comme celle d'Aiguebelle (Projet Aquabella) et de Montmélian (Projet Chavort).

ont été introduits dans les machines qui tournaient à plein régime. Les verrières du bâtiment et les cadrans des appareils de contrôle sont soufflés par l'explosion et les bidons d'huile qui se trouvent à proximité s'enflamment. La centrale est à l'arrêt complet jusqu'au 8 septembre 1945 et fonctionne avec une seule machine jusqu'en novembre 1946. Quelques années plus tard, le groupe n° 1 est foudroyé et l'alternateur gravement endommagé. En 1970, EDF entreprend la construction de la centrale du Cheylas qui capte l'Arc en amont de Saint-Jean-de-Maurienne privant ainsi la Christine d'une partie de ses apports naturels. Elle continue néanmoins de fonctionner sans qu'aucun investissement ne soit entrepris, entraînant une dégradation lente du bâtiment et du groupe n° 2 qui garde des séquelles du dynamitage.

La rénovation de la Christine

Au début des années 2000, la Société Pechiney Électrométallurgie (PEM) qui exploite l'usine de Pouille, décide de restituer la Christine à l'État en raison de son manque de rentabilité, conformément aux dispositions du régime des concessions. Le dossier de reprise est piloté par la DRIRE de Grenoble et la Police de l'eau de Chambéry intégrée au sein de la DDT. Ces services vont considérer entre autres, que la zone humide créée par le barrage ayant engendré un écosystème remarquable en amont, celui-ci devait être préservé. L'installation est cédée à la Société EREMA de Grenoble qui obtient une autorisation d'exploiter de 40 ans en 2012 en contrepartie d'une campagne de travaux considérable qui touche aussi bien à la production d'électricité, qu'à l'environnement ou la sécurité des biens et des personnes. Devant l'ampleur et le coût de la rénovation, EREMA cède l'intégralité des parts de la Société « la Christine » à la Société Hydroélectrique d'Argentine Cayrol, qui au travers de sa filiale « CAYROL INTERNATIONAL énergie & environnement » va réaliser de nombreux travaux en grande partie avec des entreprises locales.

Sur le barrage, les trois vannes de 16 mètres de large sont révisées et une passe à poisson composée de vingt bassins successifs est aménagée. À l'une des extrémités, une centrale appelée la Christine B, est créée pour turbiner les eaux du débit réservé [2]. Dans la centrale d'origine, la machine foudroyée est démontée et modifiée [3] pour mieux s'adapter au débit de l'Arc dont le régime a baissé lors de la mise en service du Cheylas. L'ancien alternateur Alsthom est remplacé par un alternateur PMGA qui utilise la technologie des aimants permanents [4]. L'ensemble du bâtiment est complètement nettoyé et repeint dans un souci de retrouver son aspect d'origine.

Le 13 juin 2015, après 14 mois de travaux, la Christine est inaugurée en présence de tous les intervenants qui ont participé à sa rénovation. À la pointe de l'innovation technique lors de sa construction, la sentinelle de la vallée a retrouvé tout son potentiel.

Jean Cayrol et Clara Bérelle

Remerciements à Marc Bencivenga

Notes

1. Cette loi distingue deux types de réglementation pour les centrales : l'autorisation pour les centrales dont la puissance ne dépasse pas 500 kW et la concession pour les autres. La loi n° 80-5311 du 15 juillet 1980, va porter à 4500 kW le seuil distinguant les deux régimes.

2. Il s'agit du débit minimal obligatoire que les propriétaires ou gestionnaires d'un ouvrage hydraulique doivent laisser dans le cours d'eau.

3. Elle entonne désormais 12 m³ d'eau au lieu de 25 m³ tout en gardant un rendement optimal.

4. Permanent Magnet Generator Aplication (PMGA) est une société du groupe CAYROL qui a conçu et fabriqué une machine à aimants permanents et vitesse lente d'un genre nouveau. La technologie des aimants permanents étudiée par les professeurs René Jenneret et Vesini (Université de Bienne) est employée pour les moteurs de TGV, de voitures électriques et de vélos électriques mais aussi pour les démarreurs de voitures sans contact, les éoliennes, les ascenseurs, etc.

5. Il existe une grande variété de centrales qui dépend notamment de leur situation géographique et du type de cours d'eau. Parmi elles, on trouve les centrales de basse chute qui utilisent le fort débit des cours d'eau (turbine Kaplan), les centrales de moyenne chute qui utilisent un débit moyen et un dénivelé assez fort (turbine Francis) et les centrales de haute chute qui utilisent un débit faible et un dénivelé très fort (turbine Pelton).

le CAUE de la Savoie, 40 ans au service du patrimoine

Le CAUE de la Savoie fête ses 40 ans. Issu de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 le *Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement* a été créé par délibération du Conseil Général de la Savoie le 6 juin 1978. Depuis lors, ses actions en faveur du patrimoine ont été fort nombreuses.

ARCHITECTURE

[ci-dessus] Reconnu pour sa compétence dans le patrimoine rural, le CAUE contribue à diffuser la connaissance auprès d'autres organismes (formation des guides-conférenciers de la Fondation Facim).

1998. Formation des artisans : calades et escalier extérieur, église de Peisey-Nancroix.
Les conditions de restauration du patrimoine sont étroitement liées à la préservation des savoir-faire. Le CAUE a été organisateur de chantiers pilotes pour permettre aux entreprises de se former et aux habitants et associations de s'informer sur la richesse, la qualité et la diversité des techniques anciennes (murs en pierre, pisé, chaux, plâtre, grilla, décors peints...)
Un prochain chantier sera organisé en 2019 dans le hameau de Villarenger (Saint-Martin-de-Belleville) pour la fabrication et le réemploi de grilla (plâtre paysan) obtenu par cuisson du gypse.

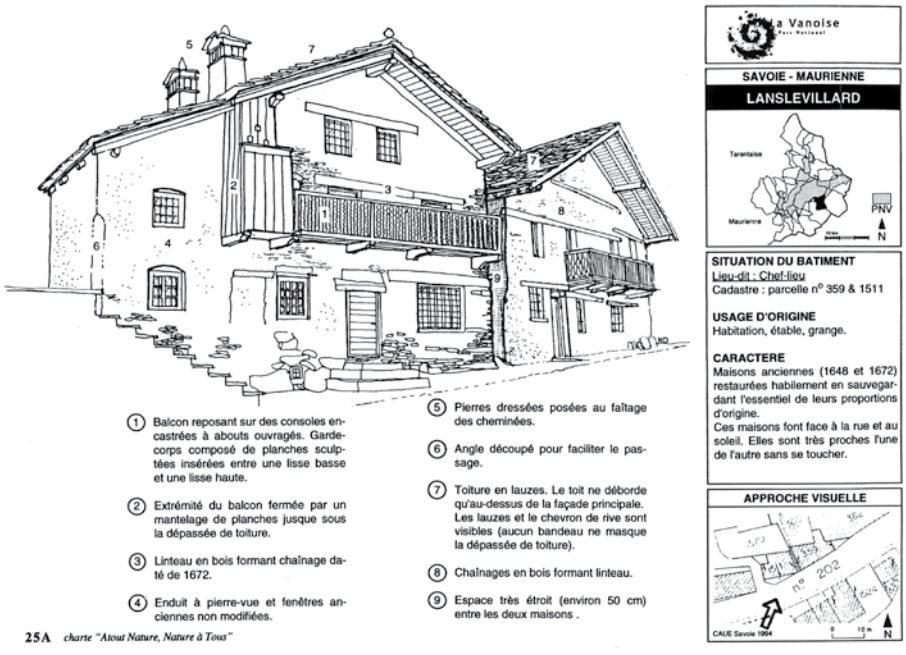
Une grande diversité de missions

La loi donne au CAUE quatre grandes missions : informer, sensibiliser, conseiller, former dans les domaines de l'architecture de l'urbanisme et de l'environnement. Ses interventions concernent tous les publics, particuliers, élus, professionnels, scolaires.
Organisme de rencontre et de concertation, le CAUE est aussi médiateur dans des situations de plus en plus complexes, car il est apte à saisir les différences d'approches entre tous les acteurs ce qui lui permet de s'insérer dans un réseau de complémentarités notamment au service du patrimoine savoyard. Son action au côté des services de l'Architecte des Bâtiments de France (UDAP), et de ceux de la Conservation départementale du patrimoine a permis d'établir un climat de partenariat et de confiance.
Le CAUE est aussi un acteur privilégié pour la préservation du patrimoine rural. Il s'est ainsi spécialisé en acquérant une expertise reconnue dans ce domaine.
Le CAUE est toujours au cœur des questions sur les transformations, réhabilitations, extensions, reconversions du patrimoine bâti, quel qu'il soit. C'est à ce titre qu'il intervient aussi sur le patrimoine du XXe siècle.

Le développement d'outils en faveur du patrimoine

Toutes les actions du CAUE s'inscrivent dans une relation très forte au site et à ses habitants. Chaque projet doit être envisagé en tenant compte de l'histoire du lieu, de sa géographie, de ses modes de vie, du paysage et du patrimoine.
C'est la raison pour laquelle Le CAUE a développé et utilisé de nombreux outils de connaissance et de valorisation du patrimoine : des outils analytiques d'observation, de recherche, d'études, de relevés, d'inventaires qualifiés ; mais aussi des outils de médiation, de concertation et de pédagogie avec les habitants, les élus et les élèves des écoles (expositions, maquettes, outils numériques) ; et enfin des outils de connaissance et de formation des professionnels (chantiers pilotes) qui contribuent à la transmission des savoir-faire et qui favorisent une meilleure prise en compte du patrimoine.
Les actions ont été nombreuses depuis 40 ans, et il nous parait intéressant de souligner ici certaines d'entre elles qui adoptent une démarche transversale.

Réfection d'une toiture sur un chalet de Peisey-Nancroix. La question du choix de matériaux de couverture, naturels (lauzes, bois) ou plus récents (zinc, tôle), selon la nature des édifices, leur date de construction et leur environnement paysager est une question importante pour le patrimoine et le paysage, souvent abordée par le CAUE.



Fiche complète avec le dessin de deux maisons de village à Val Cenis Lanslevillard permettant d'expliciter les particularités de ce patrimoine, issue de l'ouvrage *Habitat traditionnel des vallées de Vanoise*.

[ci-dessous]
1. 1992 à 1996 : *Habitat traditionnel des vallées de Vanoise*
2. Années 2000 : Le CAUE a établi des relevés d'architecture sur des éléments du patrimoine savoyard. Trois secteurs ont été couverts : le versant du soleil en Tarentaise, les Bauges, et l'Avant-Pays Savoyard.
3. Années 2000 puis 2010 : *Archi 20-21*.
4. Le CAUE a publié un ouvrage retraçant 40 ans de ses principales actions en Savoie. Téléchargeable sur le site internet du CAUE de la Savoie.

1

2

3

4

Habiter en Vanoise

Les élus des communes limitrophes du Parc national de la Vanoise ont confié en 1992 au CAUE de la Savoie une mission de valorisation de leur patrimoine par repérage des richesses et des diversités de l'architecture des hameaux et des villages. Ce travail a fait l'objet d'une publication réalisée sous forme de dessins légendés et largement diffusée auprès des habitants. La démarche a ensuite été complétée par une réflexion sur l'évolution de ce bâti (préservation, extension) sous forme d'une exposition qui a circulé dans les villages donnant lieu à l'organisation de débats publics avec les habitants.
Aujourd'hui ces réflexions sont reprises dans le cadre des chartes architecturales et paysagères et dans les réflexions pour l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT, PLU et PLUi).

Les chalets d'alpages

Terre de montagnes, la Savoie est riche d'un patrimoine exceptionnel, le bâti d'alpage, à la fois durable et fragile, témoignage des savoir-faire et des modes de vie des habitants. L'implication du CAUE dans la valorisation de ce patrimoine est venue naturellement (consultance architecturale, relevés, inventaires, chantiers pilotes de restauration).
En complément des services de l'État (UDAP et DDT) le CAUE de la Savoie a été identifié comme partenaire privilégié dans le débat sur la préservation de la valeur patrimoniale de ce bâti d'alpage. Il participe aux travaux de la commission départementale de la nature, des sites et des paysages et a contribué à la rédaction du guide de restauration des chalets d'alpages en 2000.
Les premiers inventaires des années 1980 se sont enrichis sur d'autres sites de Savoie. Fort de son expérience, le CAUE a rédigé un guide méthodologique pour mener des inventaires et favoriser la bonne restauration du bâti d'alpage.

Le patrimoine du XXe siècle

Dès l'an 2000, le CAUE a contribué aux premières actions de repérage et de labellisation des architectures les plus représentatives du XXe siècle. Puis à partir de 2010, il s'est intéressé aux mutations de ce patrimoine et a créé un observatoire régional consultable sur le site internet www.archi20-21.fr, fruit d'une collaboration entre l'Union régionale des CAUE Auvergne Rhône-Alpes, l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Saint-Étienne (ENSASE) et l'Inventaire général du patrimoine culturel de la Région.
Il sert de base à l'exposition « Archi 20-21 Intervenir sur l'architecture du XXe » à travers huit postures constatées : agrandir, démolir, déplacer, entretenir, laisser en l'état, reconvertir, rénover, restituer. Des développements sont faits dans les villes de Savoie (Aix-les-Bains, Albertville, Moûtiers...)

Conclusion

L'action des CAUE a été confirmée par les dernières lois, notamment la loi LCAP du 7 janvier 2016 sur la Liberté de Création, l'Architecture et le Patrimoine. Les CAUE ont un rôle de médiateur et une expertise technique qui les rendent particulièrement pertinents pour favoriser le respect et l'entretien du patrimoine, et cette mission va pouvoir se développer pour les 40 prochaines années...

Hervé Dubois

Chalet de Charlotte Perriand aux Allues. Exemple remarquable « d'architecture contemporaine de pays » dégageant de grandes baies vitrées dans un volume traditionnel construit avec des matériaux de montagne.

l'apport des outils numériques à l'étude des gravures rupestres de Maurienne

ARCHÉOLOGIE

Roche gravée (n° 1) de l'Erellaz.

La Maurienne fait partie des grands sites européens d'art rupestre postglaciaire avec près de 1 000 roches gravées inventoriées aujourd'hui. Situées sur 130 sites dans 22 communes, elles recèlent un nombre de figures estimé à plus de 50 000 et chaque année de nouvelles gravures sont découvertes ou signalées. Certaines roches spectaculaires sont classées au titre des Monuments historiques depuis le début du XXe siècle comme la Roche aux Pieds et la Pierre de Chantelouve à Val-Cenis-Lanslevillard ou les sites d'Aussois inscrits à l'Inventaire supplémentaire en 1999.

Les gravures

Localisées depuis la vallée, en lien avec les sites d'occupation ancienne à proximité des voies de passage et au débouché des cols alpins, jusqu'aux alpages, les gravures abondent entre 2000 et 2800 m d'altitude sur les espaces favorables à la pratique d'activités pastorales ou à l'exploitation des matières premières.

Liée à l'existence d'un substrat rocheux favorable, leur répartition est dense dans la zone des schistes lustrés où les blocs de *calcaires phylliteux gréseux* et de calcschistes sont propices à la gravure de même que les grands affleurements de marbres siliceux polis par l'érosion glaciaire.

Le corpus des gravures se répartit entre *gravures schématiques* présentes dans toute la vallée et *représentations figuratives* circonscrites à quelques sites, Saint-André-de-Maurienne, Val Cenis-Sollières-Sardières,- Lanslevillard et Aussois. Réalisées pendant environ cinq millénaires, entre le Néolithique et le Moyen Âge, la plupart des représentations sont cependant caractéristiques de l'Âge du Fer, entre 700 et 100 avant J.-C. L'absence de scènes d'activités de la vie quotidienne évoquerait le domaine symbolique et peut-être des pratiques à caractère votif ou propitiatoire.

Étude des gravures

De nombreux sites ont fait l'objet de prospections et de campagnes d'inventaire systématique entre 1987 et 2001 et, par la suite, des découvertes ponctuelles sont venues enrichir le corpus. Un important travail de terrain, fiches descriptives, relevés, photographies, a été mené permettant ainsi de conserver la mémoire de ces gravures et d'en réaliser l'étude. L'inventaire est informatisé et la localisation intégrée dans le SIG du Parc National de la Vanoise.

Sur certains sites particulièrement intéressants mais sensibles à la dégradation, des moulages ont été effectués par mesure de conservation préventive permettant de plus une étude des gravures en laboratoire ainsi que des présentations muséographiques.

Une nouvelle approche

Nombre de roches gravées se situent en altitude, accessibles après de longues marches, parfois pénibles avec le transport du matériel, imposant de ce fait un temps d'étude souvent réduit sur le terrain, leur observation dépendant aussi des aléas climatiques.

Nous souhaitions reprendre l'examen de grandes roches dont la surface, entièrement gravée, offre des motifs complexes et érodés.

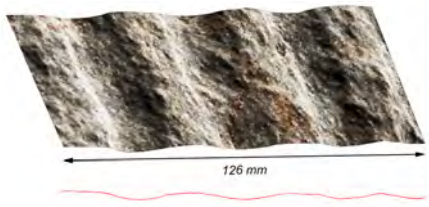
L'outil numérique a semblé adapté à notre problématique et à nos impératifs : relevés de grandes surfaces en un temps réduit, facilité d'archivage de l'information, études démultipliées par ordinateur. En 2017, deux roches ont fait l'objet de relevés numériques en trois dimensions :

– L'Erellaz roche n° 1, Val-Cenis Sollières-Sardières

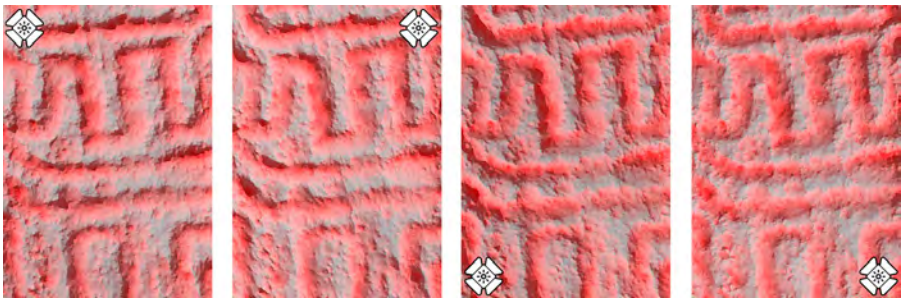
Situé en alpage, à 2 480 m d'altitude, c'est un bloc important de 6,40 x 5,70 m pour 1,10 m de hauteur. Cette roche a été choisie pour la richesse et la complexité des gravures schématiques et figuratives réalisées à différentes époques.

Relevé des affleurements de la Losa.

Extrait du relevé numérique de la Losa, Val Cenis Lanslevillard.



Profil en travers sur gravures.



Simulation d'éclairages rasants.

– La Losa ou « Roche du Soleil », Val Cenis-Lanslevillard
Ensemble d'affleurements dominant la vallée de l'Arc, à 2 280 m d'altitude, le site offre une iconographie originale de motifs schématiques et labyrinthiformes. Il n'avait pas fait l'objet d'un relevé exhaustif.

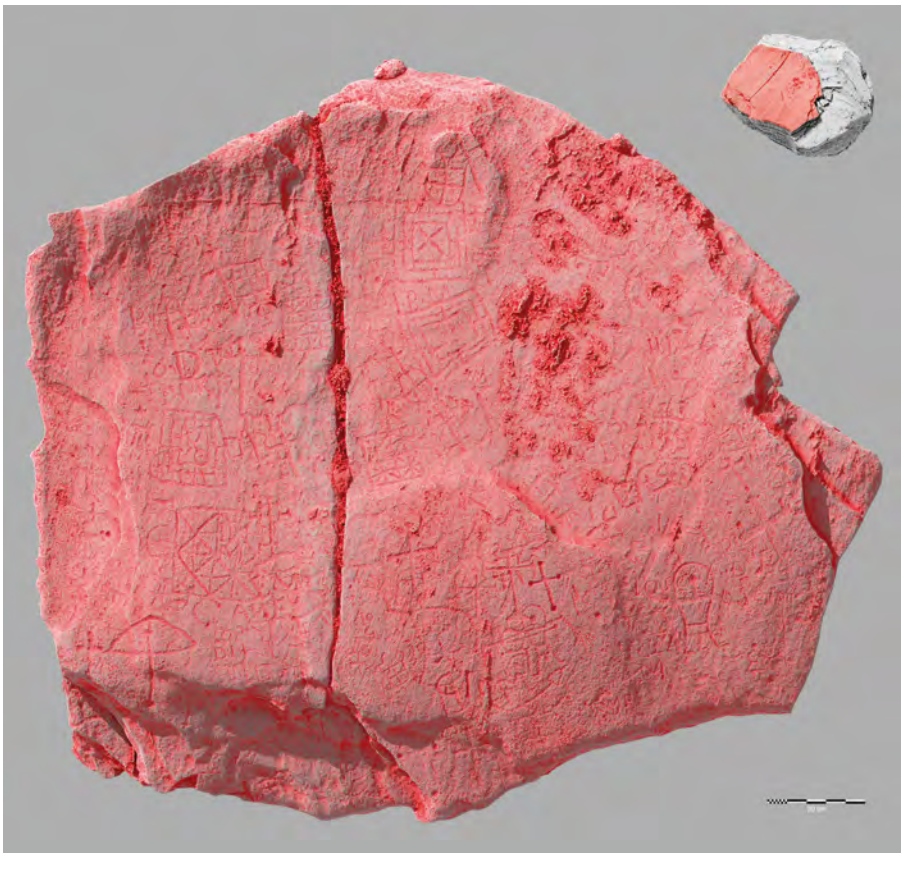
Les relevés et la base documentaire métrique

Les relevés numériques en trois dimensions des roches gravées reposent sur une méthodologie visant à la fois à l'archivage et à la production d'une base documentaire numérique et métrique. Deux technologies de mesures sans contact sont mises à contribution pour constituer l'archive numérique et en trois dimensions des gravures : la lasergrammétrie et la photogrammétrie. La lasergrammétrie permet de relever et de définir le système local de coordonnées utilisé pour l'ensemble du processus de traitement des données, ainsi que le relevé préparatoire de la « peau » de la paroi. Ce système de coordonnées locales est contraint à un relevé GPS, ainsi qu'à son orientation dans le référentiel cartographique. Une fois ce système entièrement composé, en translation et rotation (altitude et orientations) chaque donnée extraite peut être caractérisée géométriquement. La photogrammétrie est alors mise à l'œuvre pour densifier cette première maille acquise par lasergrammétrie.
La couverture photographique est protégée de toute ombre portée par l'utilisation d'un parasol, permettant de disposer à l'issue du relevé d'une « image » neutre de la paroi.
Les archives géométriques ont été produites pour une résolution spatiale de l'ordre de 200 microns :
L'Erellaz
– Résolution spatiale moyenne (tridimensionnelle) 216 microns
– Surface en trois dimensions du bloc erratique : 52 m², volume du bloc : 30 m³.
– Surface en trois dimensions de la zone gravée : 13,85 m².
– Numérisation des gravures : 298 millions de points, 24 Go de données.
– Données photogrammétriques : 18,5 Giga pixels.
La Losa
– Résolution spatiale moyenne (tridimensionnelle) 198 microns
– Surface en trois dimensions de la zone gravée : 26,35 m².
– Numérisation des gravures : 673 millions de points, 47 Go de données.
– Données photogrammétriques : 36.25 Giga pixels.
Des données de l'archive géométrique est issue la base documentaire dont le rôle est de reproduire sous forme numérique les conditions de relevé sur le terrain. Généralement, les gravures dépendent d'un éclairage solaire rasant pour les observer, les relever et les photographier. La base est composée de deux types de données, un modèle en trois dimensions allégé et facilement manipulable pour reproduire à façon un éclairage virtuel rasant pour l'observation et un jeu de planches en plan pour le relevé des gravures.
Les planches graphiques sont produites sous la forme d'orthoimages, générées dans le plan moyen des gravures. Les documents sont donc à échelle connue. Pour chaque surface gravée, il est produit quatre orthoimages, reproduisant quatre éclairages rasants différents permettant de marquer ainsi tous les reliefs à l'aide d'un éclairage virtuel et d'un filtre topologique de couleur. Les documents graphiques sont produits pour un pixel de 500 microns.

Le passage de l'analogie vers le numérique par ces deux technologies de mesures sans contact rend l'usage de celles-ci accessible et pertinent dans le cas des gravures. Les représentations et surtout les nombreuses superpositions sont plus facilement discernables. L'intérêt des images obtenues réside dans les traitements informatiques que l'on peut en faire et dans les informations obtenues sans la contrainte du terrain. L'iconographie connue, déjà très riche, a ainsi pu être complétée par de nouveaux motifs peu ou pas perceptibles par l'observation directe.

L'efficacité des techniques de relevés lasergrammétriques et photogrammétriques pour l'étude des gravures rupestres est largement démontrée. Sans les supprimer, elles complètent les opérations traditionnelles, relevés, photographie, moulages, dont la réalisation est très fortement liée aux conditions climatiques et d'éclairage, aléatoires en montagne.
Elles aboutissent à des documents d'archives extrêmement précieux sur un patrimoine archéologique en plein air, soumis en permanence à l'érosion et probablement destiné à disparaitre à terme.

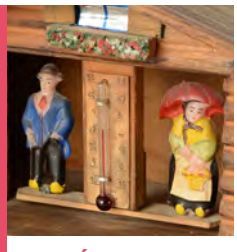
Françoise Ballet
et Olivier Veissière



Relevé de la roche de l'Erellaz, Val Cenis Sollières-Sardières.

la collection de souvenirs alpins de Michel Meynet

un don exceptionnel pour le Musée Savoisien



MUSÉE SAVOISIEN COLLECTIONS DÉPARTEMENTALES

La générosité de Denise et Michel Meynet, couple de collectionneurs, a bénéficié à des institutions de premier plan de la région. Ils ont ainsi donné de nombreux objets africains au musée des Confluences et des céramiques contemporaines au musée des Beaux-Arts de Lyon. Étonnantes et visionnaires, leurs collections ont fait l'objet d'une exposition temporaire intitulée *Métissages* [1] dans ce dernier musée en 2013. Dans le même esprit, conformément à une éthique de service public développée lors de son parcours professionnel de haut fonctionnaire, Michel Meynet vient d'offrir au Musée Savoisien un ensemble de cinq cent quinze souvenirs de montagne, absents jusqu'alors des collections départementales. Ce don, remarqué par la commission scientifique régionale pour les musées de France, participe de manière significative à la préparation du futur parcours de visite du musée.

Chalet boîte à musique.
Collections départementales, Musée Savoisien.

Originaire de Bellevaux en Haute-Savoie, Michel Meynet, aujourd'hui à la retraite, a patiemment rassemblé ces objets touristiques à partir de 2005. D'abord fasciné par les chalets miniatures et les dioramas, il s'est ensuite intéressé à l'usage du chamois et des edelweiss dans l'image de la montagne. Il a constitué cette collection principalement par achat auprès de brocanteurs, dans des ventes aux enchères, dans les vide-greniers et marchés aux puces, mais aussi par dons ou encore par échanges accumulant des assiettes décoratives, boîtes, céramiques, tableaux, chalets miniatures dotés de différentes fonctions - porte-cigares, tirelires, encriers, baromètres, thermomètres, vide-poches, etc.-, bouteilles, tableaux en bas-relief, porte-crayons et autres objets de souvenir…

Michel Meynet a nourri cette collecte d'une réflexion profonde sur le statut singulier de l'objet mémoriel [2], objet produit ou acquis pour garder la mémoire d'un lieu ou d'un moment marquant de l'existence d'un individu : pèlerinage, guerre, déportation, emprisonnement, mais aussi voyage. Principalement développé pour l'industrie touristique au cours du XXe siècle, l'objet mémoriel s'est particulièrement répandu avec la démocratisation du tourisme entraînée par l'instauration des congés payés. Rapporter chez soi un souvenir d'une villégiature, d'un séjour ou l'offrir à des proches en témoignage de cet instant de bonheur constitue en soi une forme de matérialisation individuelle, voire de patrimonialisation familiale. Certains de ces objets ont aussi été achetés dans l'optique d'enrichir la décoration intérieure des nombreuses résidences secondaires qui se sont multipliées sur le territoire.

À ce geste particulier de l'achat de l'objet mémoriel s'ajoute, pour Michel Meynet, une matérialité signifiante : artisanat soigné ou production industrielle à faible coût se déclinent à travers cette collection. C'est alors l'ingéniosité des hommes qui a amusé notre collectionneur. Dans l'accumulation de ces cinq cent quinze objets, des séries se dégagent, des variations dans les attentes des clients et dans la qualité de leurs auteurs ou des procédés de fabrication se révèlent.

L'insistance sur le lieu de production, à travers les nombreuses étiquettes « fabriqué en France » témoigne à la fois d'une forme de valorisation de l'économie nationale, mais aussi d'une contradiction entre deux échelles territoriales différentes : ancrage communal, voire plus resserré, pour la mention figurant sur l'objet (Chamonix, Passy, col des Aravis), contre espace national pour la production.

Cette collection permet également d'aborder l'aspect économique de la production des souvenirs touristiques. Les rapprochements de certains objets et les signatures permettront d'étudier les ateliers de fabrication. La valise de représentant de commerce comportant l'ensemble de son stock illustre un mode de diffusion commercial de ces objets. Provenant d'Oyonnax et présentant essentiellement des objets en plastique, elle témoigne de l'activité de ce bassin industriel de l'Ain, bien représentée dans les collections du musée du Peigne et de la Plasturgie.

Cette collection constituée par Michel Meynet permet d'aborder différents aspects du tourisme. La présentation d'une série pour ces diverses productions semble particulièrement pertinente pour illustrer le caractère général de la puissance d'imprégnation de l'imagerie touristique. Certains d'entre eux permettent aussi d'aborder le lien entre souvenirs touristiques et productions agroalimentaires, comme les bouteilles de génépi par exemple. Ce type de souvenirs constitue les prémisses du développement contemporain des productions alimentaires très représen-

tées dans les boutiques et rayons touristiques savoyards. Mais le plus prégnant est l'omniprésence des mêmes stéréotypes touristiques dans de nombreux territoires de montagne : chalet, bouquetin, chamois, marmotte, edelweiss, neige, sapin. Déclinés à l'envie, ils témoignent de la conquête progressive de l'ensemble de l'arc alpin par le chalet, et, au-delà, des territoires skiables. Sous cet angle, le chalet provenant de la station de ski d'Ifrane, dans le Moyen Atlas marocain, constitue l'acmé de cette série. La majeure partie de ces chalets provient néanmoins de Savoie et de Haute-Savoie.

Une centaine de petits chalets du fonds constitué par Michel Meynet sera présentée au public. Ceux-ci évoquent l'architecture et l'image récurrentes du chalet qui se sont progressivement imposées au cours du XXe siècle sous l'influence de la Suisse voisine. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, la Suisse se retrouve confrontée à deux révolutions : celle de son unité politique (1848) et de sa nécessaire traduction symbolique, et une révolution économique et sociale. Le pays connaît en effet les conséquences de la révolution industrielle qui entraîne une rapide urbanisation de sa population, bouleversant l'économie et la société jusqu'alors fortement structurée par la paysannerie. Au milieu du XIXe siècle, la population rurale ne représentait déjà que 50 % de la population totale. Au milieu du XXe siècle, ce pourcentage n'est plus que de 5 %. Cet écart donne une idée de l'ampleur des mutations socio-économiques qui se sont produites de 1845 à 1955. Confrontée à la nécessité de cimenter une union politique neuve et fragile et à ces changements socio-économiques profonds, marquée par une pauvreté endémique dans les zones de montagne, la Suisse a produit un récit identitaire national offrant un ordre symbolique à la nouvelle fédération et à son avenir. Le pays a alors trouvé dans la valorisation de l'architecture vernaculaire du chalet comme archétype de l'architecture suisse une des expressions de son identité nationale, de son « âme ».

La popularité du chalet et son adoption comme signe de l'identité nationale suisse puisent leur source dans les grandes expositions nationales et internationales célébrant les progrès économiques et techniques qui ont jalonné le tournant du siècle : les expositions nationales de 1896 à Genève, de 1914 à Berne et de 1939 à Zurich ainsi que l'Exposition universelle de Paris de 1900. « Ces expositions ont été des grands moments d'affirmation nationale où le style chalet a été officiellement employé comme style proclamateur de l'identité helvétique et reconnu comme tel, comme langage tenant un double discours identitaire : à usage interne comme discours unificateur de la diversité helvétique et à usage externe comme discours identificateur de la spécificité helvétique. »[3] La deuxième exposition nationale suisse qui eut lieu à Genève en 1896 est considérée par les sociologues Bernard Crettaz et Juliette Michaelis-Germanier[4] comme le moment de la cristallisation de l'image rêvée du village suisse[5].

Chalet station météo.
Collections départementales, Musée Savoisien.

À partir de cette exposition, le chalet se présente dans l'imaginaire suisse comme un lieu de mémoire identitaire majeur. Pays de villégiature des élites européennes, la Suisse exporte son modèle devenu symbole de la montagne. C'est bien un chalet que Noémie de Rothschild (1888-1968) commande à l'architecte Henri-Jacques Le Même (1897-1997) pour ses séjours à Megève. C'est le début d'un essaimage architectural dans les Alpes du Nord françaises et au-delà. Le chalet est devenu aujourd'hui synonyme de vacances à la neige, de loisirs[6], d'utopie voire de luxe.

L'influence du tourisme sur la culture constitue un sujet d'étude abordé à plusieurs reprises dans le futur parcours permanent du Musée Savoisien : imprégnant profondément la société savoyarde depuis plus d'un siècle, il fait évoluer l'image du territoire en créant ou cristallisant des représentations idéales.

Les objets rassemblés par Michel Meynet évoquent, dans le cœur de ceux qui les tiennent dans les mains, un souvenir affectif, parfois amusant, voire « kitsch » combinant l'effet miniature, le jouet, l'imaginaire de l'alpe, le souvenir d'un bel été à la montagne… Les collecter, c'est, pour rejoindre la démarche du collectionneur, les sauver de l'oubli et permettre aussi, par l'accumulation et la confrontation d'autres modèles, de questionner le public, et peut-être de transformer sa vision du paysage et du patrimoine. La centaine de chalets rassemblés par Michel Meynet sera en effet présentée avec : des maquettes de fermes de différentes vallées en pays de Savoie ; la maquette du premier chalet skieur français commandé par Noémie de Rothschild à l'architecte Henri-Jaques Le Même et la reconstitution de trois habitats : un intérieur d'un chalet d'alpage collecté dans la vallée des Belleville dans les années 1970, une chambre de sous-officier du sanatorium Martel de Janville sur le plateau d'Assy et un studio des Arcs 1800 conçu par Charlotte Perriand. Cette présentation de différents habitats de montagne doit permettre au visiteur de s'interroger sur la diversité et la richesse des architectures et des urbanismes présents dans les pays de Savoie.

Sébastien Gosselin
et Marie-Anne Guérin

Chalet encrier.
Collections départementales, Musée Savoisien.

Notes

1. Catalogue de l'exposition *Métissages* organisée par le musée des Beaux-Arts de Lyon, du 22 février au 24 juin 2013, publié sous la direction de Hellal Salima, Éditions Fage, 168 p.

2. Vimont Jean-Claude, « Objets-souvenirs, objets d'histoire ? », in *Société et représentations*, 2012/2, n° 30, pp. 211-218

3. Levy Albert, « Le chalet, lieu de mémoire helvétique », pp. 85-121, in Desarnaulds Serge (dir.), *Le chalet dans tous ses états, la construction de l'identité helvétique,* Genève, Georg éd. en collaboration avec les éditions Chênoises, 1999, 223 p.

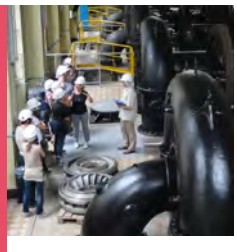
4. Crettaz Bernard, Michaelis-Germanier Juliette, « Une Suisse miniature ou les grandeurs de la petitesse », pp. 63-184 in *Bulletin annuel du Musée d'ethnographie de la ville de Genève*, 1984 (25-26), 185 p.

5. La superficie occupée par le village était de plus de 23 000 m² et ses constructions comprenaient 56 maisons ou chalets authentiques ou faux, 3 fermes, une étable et 18 mazots. Une montagne de 40 m de hauteur avait été « aménagée » ainsi qu'une cascade. Les 353 habitants étaient vêtus des différents costumes nationaux. 1 100 000 personnes le visitèrent.

6. Robez-Ferraris Jacqueline, Bessat Hubert, Abry Christian, « Chalet : aux origines était la bouse », pp. 24-26, in *Villégiatures*, *L'Alpe* n° 4, été 1999.
Brusson Jean-Paul, « L'enfer du décor », pp. 19-23 in *Villégiatures, L'Alpe* n° 4, été 1999.

derrière la retenue, les chemins de l'eau en Savoie

un parcours photographique pérenne sur le territoire d'Arlysère



PAYS D'ART ET D'HISTOIRE DES HAUTES VALLÉES DE SAVOIE

[ci-dessus] Visite guidée de la centrale d'Avrieux.

Roselend, extrémité de la retenue – Beaufortain, 21 octobre 2016.

À partir de juillet 2018 et durant les cinq années à venir, les visiteurs cheminant le territoire d'Arlysère découvriront un parcours de 24 photographies grand format de l'artiste Sylvie Bonnot. Les photographies sont exposées en extérieur, en Beaufortain et Val d'Arly, autour des sites hydroélectriques, dans les villages comme au long de l'Arly et du Doron.

Vue aval du barrage des Mottets – Val d'Arly, 18 octobre 2016.

Les Chemins de l'hydroélectricité® dans les Hautes vallées de Savoie

Depuis 2009, la Fondation Facim et EDF Hydraulique Alpes développent un projet d'interprétation et de valorisation du patrimoine hydroélectrique des Hautes vallées de Savoie, labellisées Pays d'art et d'histoire (PAH) - Maurienne, Tarentaise, Beaufortain, Val d'Arly.

Emblématiques de l'implantation et du développement de l'hydroélectricité dans les Alpes, les Hautes vallées de Savoie comportent plusieurs sites incontournables : complexes Roselend-La Bâthie, Tignes-Malgovert, Montcenis-Villarodin ou encore Bissorte - Super-Bissorte mais aussi d'autres sites qui illustrent la complexité et les diverses finalités du développement hydroélectrique au XXe siècle.

Ce projet est le second volet du dispositif d'interprétation de l'architecture et du patrimoine du Pays d'art et d'histoire, un dispositif d'animation territoriale appuyé sur le nouvel itinéraire de découverte culturelle du patrimoine industriel et de l'industrie Les Chemins de l'hydroélectricité®. Ainsi, ces 8 dernières années, un programme d'actions comportant des volets scientifique, culturel, touristique et pédagogique autour de l'hydroélectricité a été mis en œuvre ; il répond aux enjeux suivants :

- Recueillir et valoriser la mémoire des acteurs des chantiers de construction,
- Valoriser une thématique, inscrite dans le débat public, qui suscite une demande grandissante de la part des publics,
- Ouvrir un premier champ de valorisation du patrimoine industriel de la Savoie.

Figure de proue de ce programme, depuis l'été 2014, une dizaine de centrales hydroélectriques, sont ouvertes chaque année exceptionnellement l'été et font l'objet de visites guidées par un guide-conférencier du Pays d'art et d'histoire.

Des ouvrages d'art aux commandes photographiques

Dès l'origine, la valorisation du patrimoine hydroélectrique a pris en compte la forte charge esthétique que portent ces installations : en 2011, à l'occasion des 50 ans du complexe Roselend-La Bâthie (Beaufortain), une première campagne photographique a été confiée à Céline Clanet, en vue de la publication du livre *Du torrent au courant, des barrages et des hommes en Savoie*. Fondation Facim / Actes Sud.

En 2016-2017, c'est au tour de Sylvie Bonnot de réaliser une commande photographique portant cette fois, sur les quatre vallées du Pays d'art et d'histoire et couvrant l'événement exceptionnel de la vidange du barrage du Mont-Cenis.

Cette campagne s'est également traduite par la publication d'un livre, *Derrière la retenue, les chemins de l'eau en Savoie*, Fondation Facim / Actes Sud, dans lequel Sylvie Bonnot porte un regard sur

la présence de l'hydroélectricité dans le paysage des Hautes vallées de Savoie. En effet, au terme d'une année de travail, l'artiste a constitué un important corpus d'images qui montre comment barrages, conduites et usines cohabitent avec les autres usages de la montagne.
Sylvie Bonnot, artiste plasticienne a choisi la photographie comme principal médium. Son intérêt pour les paysages à forte identité l'a conduite à réaliser des projets de commandes comme le Forum Vies Mobiles (Sibérie, Tokyo) ou dernièrement dans les montagnes de Savoie.

Un parcours photographique, en Beaufortain et Val d'Arly

Le parcours photographique sur Les Chemins de l'hydroélectricité® a été imaginé dans le prolongement de la commande photographique et de l'édition : 24 photos sont visibles par les piétons et les automobilistes sur les communes de La Bâthie, Césarches, Ugine, Cohennoz, Saint-Nicolas-la-Chapelle, Flumet, Hauteluce (et station des Saisies), Beaufort et Queige.

Plan d'implantation des photographies sur le territoire d'Arlysère

Un dépliant diffusé sur le territoire et des cartels à proximité des photos accessibles aux piétons accompagnent la compréhension de ce dialogue ouvert entre cette proposition artistique au cœur des paysages et les regards portés par tout un chacun.

Cette opération, est le fruit du partenariat entre la Fondation Facim, EDF Hydraulique Alpes, le ministère de la Culture, le Département de la Savoie, la Communauté d'agglomération d'Arlysère, le Syndicat du Pays de Maurienne, l'Assemblée du Pays Tarentaise Vanoise et les 9 communes du territoire citées ci-dessus – auxquelles s'ajoutent Villard-sur-Doron, Venthon et Crest-Voland – et avec la précieuse collaboration du CAUE de la Savoie.

Pierre-Yves Odin

Derrière la retenue, les chemins de l'eau en Savoie
Collection « Regards sur le patrimoine »
Sylvie Bonnot, 70 photographies couleurs - 10 N&B, textes de Denis Varaschin et Yves Bouvier, préface d'Hervé Gaymard. Sept 2017, 144 p., coédition Fondation Facim / Actes Sud, en partenariat avec EDF UP Alpes. Prix 35 €.

Cet été, près de 100 rendez-vous pour visiter des centrales des Hautes vallées de Savoie.
www.fondation-facim.fr

Maquette Hydro-kit®

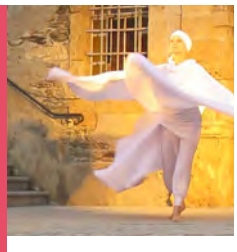
L'Hydro-kit®, mallette pédagogique et ateliers pour les 10-14 ans

Dans le cadre de l'itinéraire de découverte culturelle des Chemins de l'hydroélectricité®, en partenariat avec EDF Hydraulique Alpes, un nouvel atelier pédagogique a été créé en 2018 par la Fondation Facim à destination du jeune public. Complémentaire d'autres propositions pédagogiques, ce nouvel outil de médiation replace l'hydroélectricité en Savoie, au cœur de son histoire, présentant son patrimoine et les hommes qui la font vivre. L'Hydro-kit® est destiné prioritairement aux collégiens des classes de 5e et 4e, mais l'atelier, animé par un guide-conférencier, peut s'adapter aux enfants de 10 à 14 ans en classe comme hors temps scolaire.
Sur une séance de deux heures (ou deux séances d'une heure), après une présentation de l'hydroélectricité et des aménagements du territoire, ce sont des maquettes hautes en reliefs conçues et réalisées par deux artistes, Christelle Borot, également guide conférencière et Isabelle Fournier, qui attendent les apprentis ingénieurs hydrauliciens d'un jour ; ils ont pour « mission » d'aménager leur site pour la production électrique en tenant compte des contraintes naturelles et humaines rappelées par le guide.
Cet exercice réalisé en petits groupes de 5 à 6 élèves fait ensuite l'objet d'une restitution à l'ensemble de la classe par chacun des groupes.
Une visite en extérieure peut utilement compléter l'atelier afin que les enfants appréhendent encore mieux le patrimoine hydroélectrique – parfois spectaculaire, mais le plus souvent discret – omniprésent dans l'environnement proche de leur lieu de vie ou de séjour. Si chaque aménagement garde une heureuse part de mystère, retenues, barrages, prises d'eau, conduites forcées, centrales et autres galeries n'ont plus de raisons désormais de passer inaperçus aux yeux des jeunes savoyards et visiteurs de nos territoires !

Raphaël Excoffier

renouveau des Chemins du baroque®

deux nouvelles propositions culturelles et artistiques de découverte des églises et chapelles baroques des Hautes vallées



PAYS D'ART ET D'HISTOIRE DES HAUTES VALLÉES DE SAVOIE

Redécouvrir les richesses du patrimoine baroque, mettre un nouveau coup de projecteur sur cet itinéraire de découverte culturelle lancé en 1992 avec le soutien du Département de la Savoie et du ministère de la Culture, faire vivre une expérience singulière aux publics mêlant approches historiques et artistiques, voilà tout l'enjeu de ces deux propositions estivales, organisées avec l'appui des communes et offices de tourisme du territoire, la bienveillance de l'Évêché et des communautés locales. Dans les années à venir, la Fondation Facim et ses partenaires poursuivront ce projet de renouvellement de l'offre de découverte avec pour aiguillon, l'élargissement des publics.

Les *Surprises baroques*, visites scénarisées

Dans un souci de renouvellement des propositions de visites guidées et née d'une étroite collaboration entre le Département de la Savoie (Direction du développement artistique et culturel) et la Fondation Facim, une formation / action articulée autour de l'art baroque en Savoie a amené des guides conférenciers et artistes enseignants du territoire (comédiens, musiciens) à échanger sur leurs pratiques et compétences pour élaborer des scénarios autour de la découverte des édifices religieux. Sous l'égide de Françoise Sliwka, metteur en scène et comédienne, des trios composés d'un guide conférencier et d'artistes musiciens et/ou comédiens ont proposé quatre visites inédites d'églises en Maurienne, en Tarentaise et en Beaufortain.
Littérature baroque, danse, conte, musique et jeu ont donné une résonance particulière au discours des guides conférenciers, spécialistes du patrimoine du XVIIe siècle. Le public nombreux et varié, composé de connaisseurs comme de néophytes, s'est pris au jeu de ces surprises acceptant de se laisser porter dans une proposition artistique sans en connaître la forme. L'expérience s'est révélée très positive pour les visiteurs mais aussi pour les membres des trios qui ont trouvé « un enrichissement professionnel », vécu « une expérience très riche » et partagé leur passion pour leurs métiers respectifs.
Ces *Surprises baroques* connaîtront une suite à l'été 2018 pour faire découvrir aux curieux, comme aux amateurs et aux familles, les trésors baroques cachés dans les églises savoyardes…
Programme des *Surprises baroques* :

- Queige le mercredi 25/07 à 20h30
- Granier-sur-Aime le jeudi 26/07 à 20h30
- Val Cenis Lanslevillard le mardi 31/07 à 20h30
- Villard-sur-Doron le vendredi 17/08 à 20h30
- Val Cenis Lanslevillard le mardi 21/08 à 20h30
- Landry le mercredi 22/08 à 20h30.

Un conte musical, *Nuit d'or*

À l'origine, conte écrit en 2016 par l'auteure Bérengère Cournut sur une commande de la Fondation Facim pour l'opération *Les Portes du temps* à Conflans (à Albertville en collaboration avec la Ville d'art et d'histoire), *Ors et désordres baroques* a donné des idées à François Cardey, musicien et directeur artistique de l'ensemble de musique baroque Agamemnon. La mise en musique grâce à des pièces issues du répertoire baroque, sur un texte réadapté et devenu pour l'occasion *Nuit d'or*, offre une parenthèse magique emportant le public jeune et moins jeune dans un univers peuplé d'anges, de saints et de symboles baroques le temps d'une nuit magique. Bercé par la voix douce et chaude de la conteuse (Anna Pabst) enveloppée dans un écrin musical fait des sonorités vibrantes du cornet à bouquin (François Cardey) et des mélodies envoûtantes de la harpe (Louis Capeille), le public se laisse transporter dans cette histoire et devient le témoin du foisonnement baroque. La création du conte Nuit d'or, soutenue par la Fondation Facim, a bénéficié d'une résidence de quatre semaines dans l'école élémentaire de Thénésol grâce au dispositif du ministère de la Culture « Création en cours ». Programmé en 2017, l'été, à l'occasion des festivals *Valloire baroque* et *Festival baroque en Tarentaise*, puis lors des Journées Européennes du Patrimoine à Conflans (Albertville) ou encore au moment des vacances de Noël, à Hauteluce et Arêches-Beaufort, le conte *Nuit d'or* sera présenté le 17 juillet prochain en l'église de Peisey-Vallandry.

Laurène Ermacore

Conte musical *Nuit d'or* à Hauteluce, chapelle Saint-Sauveur, décembre 2017.

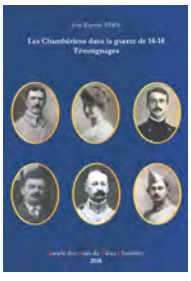
Surprise baroque à Villard-sur-Doron, été 2017.

notes de lecture

La Tarentaise gallo-romaine
par André Puéjean, Nombre 7, 2017, ISBN 978-2-36832-218-5 – 30 €.
D'une importance stratégique essentielle, la vallée de la Tarentaise représente une voie de passage importante entre la Gaule et l'Italie. Conquise par Auguste, la Tarentaise est intégrée au monde romain pendant plus de quatre siècles et demi et devient un centre administratif et économique important au sein de la province romaine des Alpes Graies. L'héritage romain se retrouve aujourd'hui sur les sites d'Axima (Aime) et de Graius Mons (Col du Petit-Saint-Bernard).
Cet ouvrage retrace l'histoire de la Tarentaise gallo-romaine en un cheminement chronologique et thématique, partant des Ceutrons indépendants et leur lutte contre les Romains, pour, après leur défaite, voir s'établir l'administration romaine. Celle-ci s'adaptera aux politiques menées par les différents empereurs. Elle organisera l'exploitation des ressources du territoire et engendrera un essor économique. Les croyances religieuses et les rites liés à la mort sont également abordés. La société très hiérarchisée et la vie quotidienne prennent vie sous la plume de l'auteur. Aime antique prend corps grâce à ses reconstitutions.
Puis viennent les temps des troubles et de l'incertitude avec l'avènement du christianisme, qui survivra aux invasions barbares. Vers le milieu du Ve siècle, l'occupation burgonde mit fin à la domination romaine en Tarentaise et signe le déclin de cet âge d'or.
La civilisation gallo-romaine a laissé en Tarentaise un héritage singulier que l'auteur propose de faire connaître dans cette édition abondamment illustrée.

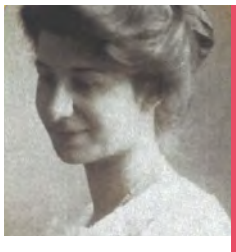
Parcours religieux dans la Savoie contemporaine
par Christian Sorrel, La Fontaine de Siloé, coll. Les Savoisiennes, 2017, ISBN 978-2-84206-632-1 – 19,90 €
On ne présentera pas Christian Sorrel, cet éminent historien de la Savoie spécialiste des rapports entre politique et religieux dans la société contemporaine. Cet ouvrage apporte un éclairage sur l'histoire religieuse récente en Savoie. Le volume rassemble quelque 26 articles parus dans différentes revues et correspondent à des recherches ponctuelles initiées par la découverte d'archives inédites, des demandes dans le cadre de colloques, ou d'initiatives personnelles. L'intérêt de cette publication est de rassembler, coordonner, unifier ce travail pour en faire une somme des recherches de l'auteur en vue peut-être d'une synthèse à venir…
La période chronologique traitée est large puisqu'elle s'étend de la Révolution jusqu'à la fin du XXe siècle.
Le livre dessine les lignes de force de l'histoire religieuse de la Savoie contemporaine en 3 parcours.
Le premier est centré sur les « identités » et met en relation les territoires, les pratiques et les représentations. Le second est dédié aux « acteurs » collectifs ou individuels, évêques, prêtres, fidèles, dans leurs engagements quotidiens ou leurs réponses à des situations exceptionnelles. Le troisième se penche sur les « conjonctures » déterminées par l'interaction du politique et du religieux, du *Buon Governo* sarde aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale.
Un éclairage passionnant sur les thématiques religieuses qui quoi qu'on en dise, sous-tendent encore largement les ressorts de la vie politique et sociale.

À ciel ouvert. Les canaux d'irrigation en Pays de Vanoise
par Brien A. Meilleur, Fabrice Mouthon et Anne-Marie Bimet, L'Harmattan, 2017, ISBN 978-2-343-12063-8 – 32 €.
On pourrait s'interroger sur la nécessité de capter et déplacer l'eau dans un environnement qui n'en manque pas ! Certes il s'agit plutôt ici d'utiliser les ressources pour tirer un profit maximum de ce que la nature accorde de façon parcimonieuse : saison chaude courte, terrain pauvre et en pente… L'amplitude chronologique de cette étude est large puisqu'elle s'étire de la Préhistoire jusqu'aux années 1950. Cependant, son mitan en est plutôt la période entre le XVIIIe et le milieu du XXe siècles car il s'agit de la période la plus documentée par les archives et les vestiges en place…
Cet ouvrage est le premier à étudier un grand système coutumier d'irrigation en France d'un point de vue ethnologique et historique. Présents sur environ 50 communes des vallées de Maurienne et de Tarentaise, les canaux d'arrosage de Vanoise délivraient leur eau aux prairies et prés de fauche, formant un intense maillage de conduites en vue d'augmenter la production fourragère nécessaire à l'hivernage des bêtes.
Cette étude se focalise sur la théorie des ressources communes et met en regard pratiques de Vanoise et autres formes d'irrigation adoptées dans les Alpes du nord et au-delà.



Les Chambériens dans la guerre de 14-18. Témoignages
par Jean-Baptiste Bern, Société des amis du Vieux Chambéry, 2018, ISBN 978-2901829065 – 12 €
L'année 2018 clôture les commémorations liées au Centenaire de la Grande guerre, qui auront été l'occasion de découvrir des objets ou des archives inédites de descendants de poilus. Cette grande collecte a rencontré un franc succès auprès du public, signe que cette guerre marque encore notre mémoire collective.
Les échanges épistolaires, les journaux tenus au jour le jour par les poilus eux-mêmes ou les membres de leur famille élargissent au sensible la perception de cette guerre. On y perçoit le tragique des conditions de vie et de guerre certes, mais également le patriotisme, l'espoir de la victoire et le sentiment du devoir effectué.
Ces archives collectées par l'auteur, sont mises en valeur par une iconographie pertinente, qui permet de se représenter et de donner vie aux personnages réels et aux événements évoqués dans ces écrits.

Derrière la retenue, les chemins de l'eau en Savoie
par Hervé Gaymard, Denis Varaschin, Laurie Darroux, Yves Bouvier, Hubert Besacier, Fondation Facim / Actes Sud, 2017, ISBN 978-2-330-08127-0 – 35 €
Après *Du torrent au courant* (2011), *La vallée des Chapieux, géographie d'un secret* et *Ugine, une ruée vers l'acier* (2014), le présent ouvrage marque la 4e séquence de la série « Regard sur le patrimoine ».
Cette collection sur la Savoie porte un regard contemporain sur le patrimoine architectural, industriel, naturel et humain. À la fois poétiques et réalistes, les photographies de Sylvie Bonnot offrent au regard toute la diversité et la beauté d'un territoire marqué par l'eau et la verticalité, mais aussi la réalité technique et architecturale des ouvrages d'art liés à l'hydroélectricité. Le grandiose des barrages de retenue côtoie le confidentiel des plus petites unités de production. Les couleurs vives des machines tranchent avec les teintes minérales du béton utilisé dans les bâtiments.
La variété de ces regards nous permet d'appréhender toute la complexité de ces technologies offertes par l'abondance de l'eau, et qui ont favorisé le développement économique de nos vallées.
La contribution de Denis Varaschin et Yves Bouvier apporte l'éclairage historique et littéraire complémentaire au regard artistique de Sylvie Bonnot. Un magnifique ouvrage pour une découverte sensible d'un patrimoine essentiel !

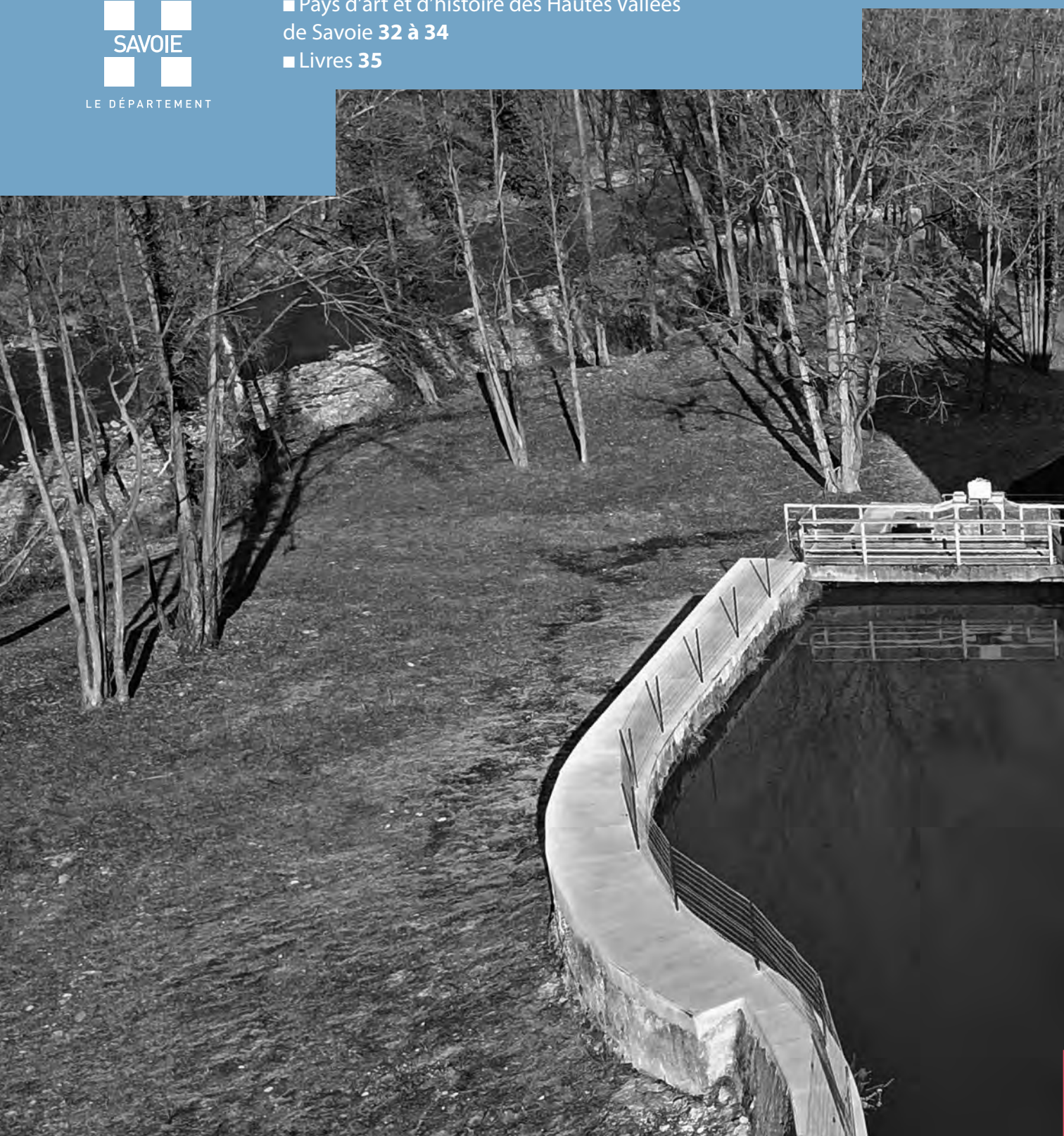


NOTES DE LECTURE

Confort à tous les étages. Le logement collectif en Haute-Savoie de la fin du XIXe siècle à nos jours
Archives départementales de la Haute-Savoie, Archives municipales d'Annecy, Silvana Editoriale, 2017, ISBN 9788836637386 – 25 €.
L'exposition « *Confort à tous les étages : le logement collectif à Annecy de la fin du XIXe siècle à nos jours* » est proposé du 4 décembre 2017 au 30 novembre 2018 aux Archives municipales d'Annecy, en partenariat avec les Archives départementales de la Haute-Savoie. Elle bénéficie de l'appui d'un comité scientifique prestigieux composé de représentants de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble, de l'Université de Genève et du CAUE de Haute-Savoie. Y est évoqué le logement collectif à Annecy et en Haute-Savoie de la fin du XIXe siècle à nos jours, au travers d'aspects historiques et réglementaires, des architectes et de leurs réalisations, ainsi que de la vie en immeuble. Cette publication en est le catalogue, enrichi par un état des sources sur l'habitat collectif conservées aux Archives départementales de la Haute-Savoie et aux Archives municipales d'Annecy. L'ouvrage et son exposition nous permettent de mesurer les changements dans la façon d'habiter depuis le XIXe siècle et offrent une présentation intéressante des réalisations les plus caractéristiques du logement collectif.

Vinciane Néel

- Actualités **3**
- Réseau Entrelacs musées & maisons thématiques de Savoie **4 & 5**
- Archives départementales **6 à 9**
- Patrimoine minier & métallurgique **10 à 15**
- Patrimoine industriel **16 & 17**
- Expositions départementales **18 à 20**
- Monuments historiques **21 à 23**
- Inventaire du patrimoine hydraulique **24 & 25**
- Architecture **26 & 27**
- Archéologie **28 & 29**
- Musée Savoisien, collections départementales **30 & 31**
- Pays d'art et d'histoire des Hautes Vallées de Savoie **32 à 34**
- Livres **35**

SAVOIE

LE DÉPARTEMENT